FÉVRIER 2007

Gazette DES FEMMES

www.gazettedesfemmes.com
Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

Cocktail toxique

Polluants, nettoyants et cosmétiques causent-ils le cancer du sein ?

Eva Ottawa élue grande chef des Atikamekw

Thaïlande : le retour des nonnes bouddhistes

0 65385 86426 5 04 3,50 $

Envoi de Poste-publications — N° de convention : 40069512 – Port de retour garanti.
Service aux abonnements, 4380, rue Garand, Ville Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3
Janv.-Fev. 2007 Vol. 28, n° 4 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

SOMMAIRE

14 **Le corps dépotoir**

Des substances toxiques présentes dans l'environnement et dans des produits d'usage quotidien pourraient causer le cancer du sein. Leur part de responsabilité mérite d'être explorée plus à fond. Et vite.

13 **Implants « réchauffés »**

Un spécialiste des implants mammaires rend son verdict : les prothèses au silicone sont toujours aussi dangereuses.

21 **En arrière toutes !**

Comment Stephen Harper a fait reculer la cause des femmes, en cinq étapes.

24 **Sur le sentier du pouvoir**

La révolution tranquille des femmes autochtones devenues chef de leur communauté.

28 **La nonne en robe safran**

En Thaïlande, pas facile de devenir une nonne bouddhiste ordonnée selon le rite du pays.

32 **Histoire**
La maison-mère

Au cœur d'une société matrilinéaire : les Iroquoiennes du Saint-Laurent.

35 **Ondes féministes**

Tour d'horizon des émissions de radio féministes au Québec.

Rubriques

3 ÉDITORIAL

4 BOÎTE AUX LETTRES

8 NOUVELLES

Sueurs froides pour les pro-choix
Au Dakota, l'avortement a bien failli être criminalisé cet automne.

60 millions de filles
La mission de cette fondation : éduquer les filles dans les pays en voie de développement.

Des études masculines ?
Une université anglaise vient d'instaurer un programme de *men's studies*... pro-féministe.

36 BOUQUINS

Entrevue avec Chantal Théry

38 ARTS

La belle cause

Colombe s'était glissée doucement à l'arrière du groupe des sopranos. Altos, basses et ténors, nous l'avions presque tous vue prendre place pour la pratique de chant, sauf les filles des premières rangées. Soudainement, l'une d'elles s'est retournée. En voyant Colombe, elle a poussé un cri d'effroi. Malaise général.

La choriste, le teint crayeux, n'avait plus que quelques poils hirsutes sur le crâne. Résultat de ses traitements de chimiothérapie. Quelques années plus tôt, elle avait eu un cancer du sein et, maintenant, le mal sournois s'attaquait à ses os et à ses organes vitaux. Ce jour-là, elle n'avait pas mis sa perruque et ne s'était pas maquillée. Suffoquait-elle sous sa fausse chevelure ? Ou en avait-elle simplement marre de farder sa peau blême, de cacher les stigmates de sa maladie, bref, de donner le change ?

Chaque année, en octobre, mois de la sensibilisation au cancer du sein, certains médias nous présentent des articles et des publicités où de très belles femmes (souvent des vedettes) soutiennent la cause. Elles nous parlent de leurs seins jolis, petits, doux, ronds, maternels, séducteurs… C'est aussi l'occasion de prodiguer aux cancéreuses des conseils de maquillage et de coiffure pour garder un air radieux malgré la maladie.

Que vous soyez malade ou pas, vous pouvez toujours exprimer votre solidarité en achetant la panoplie d'objets – roses, cela va de soi – proposés par la campagne du ruban rose. Rouge à lèvres, sac à main, papiers-mouchoirs, gougounes de plage, tire-bouchon, t-shirt et même des M&M's roses ! C'est tout mignon et l'opération permet de recueillir des fonds pour la prévention et la recherche.

La cause est si belle ! Surtout quand on désigne des porte-parole comme l'actrice et mannequin Elizabeth Hurley, venue à Montréal faire la promotion de la recherche pour le cancer du sein, l'automne dernier. Lors de l'événement tenu chez Holt Renfrew, alors qu'elle cherchait une volontaire pour porter un chandail rose, elle aurait écarté une dame d'un certain âge pour en choisir une plus jeune et plus mince, a rapporté *La Presse*.

Pas sûre que Colombe se serait reconnue en la sculpturale Elizabeth. La vérité, c'est que le cancer affecte le corps. Avant son décès, en 2003, ma camarade de chant m'avait raconté comment certaines personnes n'osaient plus la toucher, comment d'autres s'étaient éloignées d'elle. Pas de façon consciente… Mais le cancer, ça fait peur. Et un corps abîmé, ça dérange – peut-être davantage chez une femme.

En octobre, *The Gazette* a publié une magnifique série de photos, signées Phil Carpenter, de femmes ayant subi une mastectomie. Minces ou enrobées, cheveux rasés ou non, sobres ou *glamour*, chacune avait son style propre. Les images étaient touchantes, les histoires aussi. Ce n'était pas misérabiliste, juste réaliste.

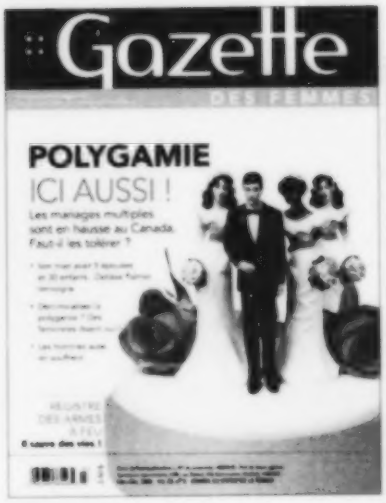
Tout comme le dossier de notre journaliste Marie-Ève Cousineau sur les liens potentiels entre l'environnement et le cancer du sein. Les scientifiques s'interrogent de plus en plus sur les effets des substances toxiques auxquelles nous sommes exposés tous les jours. Financer leurs recherches nous aiderait à comprendre comment se déclenche le cancer du sein chez certaines femmes et, peut-être, à le prévenir parfois. Mais y aura-t-il une star pour plaider contre les agents cancérigènes ? C'est tellement plus sexy de vendre du fard rose…

Annie Savoie
Rédactrice en chef par intérim

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme.
LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC en sont l'éditeur.

- **Rédactrice en chef par intérim :** Annie Savoie
- **Rédactrice en chef adjointe par intérim :** Mélanie Saint-Hilaire
- **Rédactrice-réviseure :** Sophie Marcotte
- **Révision :** Francine Bérubé
- **Photographie de la couverture :** PHANIE / JupiterImages
- **Réalisation graphique :** Jean-Laurence Jalbert
- **Impression et pelliculage :** Offset Beauce
- **Marketing et publicité :** Francyne Powers, tél. : 418 643-4326 ou 1 800 463-2851
- **Ventes publicitaires :** Catherine Brochu, tél. : 418 694-2363, téléc. : 418 688-4069
- **Courriel :** gazette@csf.gouv.qc.ca
- **Site Internet :** www.gazettedesfemmes.com
- **Abonnements, changements d'adresse et retours postaux :** Gazette des femmes Service aux abonnements 4380, rue Garand Ville Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3 Téléphone : 1 800 665-5372 Télécopieur : 514 333-9795
- **Courriel :** gazettefemmes@postexperts.com
- **Distribution :** Messageries de Presse Benjamin, 600, rue Jean-Milot, Ville LaSalle (Québec) H8R 1X7 Téléphone : 514 364-1780
- **Dépôt légal :** 1er trimestre 2007
- **ISSN :** 0704-4550
- © Gouvernement du Québec
- Les articles publiés dans la Gazette des femmes sont indexés dans Repère et dans l'Index de la santé et des services sociaux.
- La Gazette des femmes se dégage de toute responsabilité par rapport au contenu des publicités publiées dans ses pages.
- **Prix régulier :** 25,44 $ 3 ans, 10 $ 1 an
- **Poste-publications — N° de convention :** 40069512

Conseil du statut de la femme
Québec



Amours **cachés**

J'ai lu avec grand intérêt votre dossier sur la polygamie, vraiment bien étoffé (« Polygamie : ici aussi », nov.-déc. 2006). Je connais un assez grand nombre de femmes qui ont été les maîtresses d'hommes mariés et qui ont attendu en vain toute leur vie. Ce n'est pas facile d'aimer un homme qui n'est pas libre, de toujours se cacher, d'être seule dans les moments importants de sa vie, de ne pouvoir manifester sa peine quand il meurt… Quant aux enfants non reconnus, trop souvent, ils attendent aussi en vain toute leur vie.

Bravo pour votre revue, que je lis du début à la fin.

Pierrette Boulianne, Alma

Une autre **pionnière**

Pour faire suite à l'article paru dans la chronique Histoire (« Madame aura son magazine », nov.-déc. 2006), je veux vous signaler l'importance d'Henriette Dessaules St-Jacques, contemporaine de Joséphine Marchand-Dandurand. Elle a été journaliste pendant de nombreuses années au *Devoir* et dans d'autres journaux de l'époque. Son journal intime, dont elle avait commencé l'écriture à l'âge de 14 ans, a été publié chez Bibliothèque québécoise.

Suzanne Bruneau, Lotbinière

Nous avons reçu plus de 200 lettres en réaction à notre numéro spécial *Gazette des filles*, publié en septembre-octobre. La plupart portaient sur les articles « Sexe, vérités et vidéos », « Dehors les magazines pour filles ! » et « Des amours d'enfer ». Deux enseignantes de Gatineau nous ont même fait parvenir des lettres de toute leur classe… Le concours *À vos plumes !* a aussi connu un vif succès. Voici des extraits des six lettres gagnantes, incluant celle de la catégorie Enseignants, ainsi que quelques morceaux choisis.

Lettres gagnantes

Tout un **culot**

Je trouve ça exemplaire de la part des filles du Collège Mont Notre-Dame de Sherbrooke d'avoir aboli de leur bibliothèque les magazines sexistes et axés sur la beauté. Ce n'est pas tout le monde qui aurait eu le culot de faire une chose pareille ! Elles ont eu totalement raison. Pourquoi les filles devraient être sexy pour plaire aux garçons tandis qu'eux portent des chandails jusqu'aux genoux ? Ces magazines ne font qu'encourager les filles à dépenser, à se maquiller et à avoir des valeurs de consommatrices. Toutes les écoles secondaires devraient suivre cet exemple.

Mariane Larouche, 11 ans, Québec

Fini, les **insultes !**

Je trouve épouvantable qu'un gars se permette de mal traiter sa blonde. J'ai déjà eu un chum qui me traitait de toutes sortes de noms (pute, conne, niaiseuse, etc.). Je l'aimais tellement que je me laissais faire. Oui, ça me blessait, mais je gardais tout ça en dedans. Je ne voulais en parler à personne parce que je voulais que tout le monde le voie comme le meilleur copain au monde. Il avait tout d'un chum de rêve : vraiment beau, bronzé, charmeur, romantique, 18 ans, avec une voiture… Le jour où j'ai réalisé à quel point il me faisait mal, c'est le jour où il m'a laissée. J'ai vraiment souffert, mais j'étais aussi soulagée de ne plus me faire insulter.

Émilie Beaudoin-Lemieux, 15 ans, Gatineau

Écrivez-nous !

gazette@csf.gouv.qc.ca

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles. Les lettres peuvent être abrégées. *Gazette des femmes, 800, place D'Youville, 3e étage, Québec (Québec) G1R 6E2*

Trop **sexy**, les jeunes ?

Je suis d'accord avec le fait qu'autant les filles que les garçons peuvent donner l'impression d'être « trop sexy ». Mais l'adolescence est une période qui porte sur la découverte de soi et des autres pour tenter de plaire ou de déplaire. Le port des camisoles trop courtes pour les filles et des gilets trop serrés pour les garçons peut paraître déplacé, voire choquant pour notre société. Par contre, je trouve que le code vestimentaire de certaines écoles est légèrement exagéré. Par exemple : le rebord de la camisole qui ne doit pas être moins large que deux nouilles de lasagne, ce qui revient à 10 cm… Ce n'est même pas la largeur d'épaule de certaines filles !

Charles Gareau, 15 ans, Gatineau

Un bel **héritage**

J'ai 23 ans. Depuis que ma mère est décédée cet été, il m'arrive souvent de m'occuper de son courrier. C'est comme ça que j'ai découvert la *Gazette des femmes*. Merci, maman, pour cet héritage. Quel plaisir à lire !

L'article à propos des deux étudiantes du Collège Mont Notre-Dame m'a particulièrement touchée. J'adore les fringues et les soirées de filles, j'aime être belle et faire réagir les hommes, mais quand même. Je suis consciente que l'environnement dépasse la question « Un écolo vous est tombé dans l'œil : les 3 R en 12 étapes faciles ! », qu'on peut se sentir bien dans sa peau sans « Le nouveau rasoir super-hyper-ultra révolutionnaire » et que la sexualité transcende « Les cinq vibrateurs de l'année ».

Quelle surprise grandiose de voir des adolescentes sensibilisées si tôt aux problèmes de la femme-objet, de la dénaturation de la femme et de la surconsommation !

Josée Gauthier, La Malbaie

Saine **séduction**

Une bonne façon de savoir si je suis habillée correctement, c'est de voir la réaction de ma famille le matin avant que je parte. Si ma mère, mon père ou mon frère me passe des commentaires du genre « t'as pas peur d'avoir froid ? » ou « t'en vas-tu à l'école ou dans un party ? », ça me donne des indices.

Ma mère m'a dit : « Quand les gens te voient passer, devraient-ils se dire "elle est belle", "elle a un beau sourire", "elle a l'air bien", ou bien "as-tu vu la guidoune qui cherche à allumer les gars ?" » Même si les gens ne le disent pas à voix haute, on peut parfois voir leurs réactions. Bien sûr, on veut plaire, mais si on s'habille de façon correcte, on peut recevoir des compliments autant des gars que des filles… et c'est très plaisant !

Audrey Provencher, 13 ans, Laval

Lettre gagnante catégorie Enseignants

Chez les **Innus**

J'enseigne le français au 2e cycle à l'école Uauitshitun, à Natashquan, dans la communauté innue de Nutashkuan. Bien que les étudiants parlent innu à la maison, je leur enseigne le français comme si c'était leur langue maternelle.

Après avoir parcouru la *Gazette des filles* et son guide pédagogique, j'ai choisi la situation d'apprentissage *Mes vedettes me disent quoi au juste ?*, un choix qui a plu au groupe, constitué principalement de filles. Cette activité m'a paru appropriée pour des adolescents vivant dans un milieu où la violence est souvent banalisée.

Les élèves devaient élire le couple vedette idéal et attribuer un prix citron pour le pire couple. Nous avons fait le tour des émissions de télé qu'ils regardent ainsi que de leurs films romantiques préférés. Je leur ai suggéré d'observer les comportements des couples dans ces émissions et ces films. Après avoir lu le texte « Des amours d'enfer » et fait le petit test, les élèves devaient écrire ce qu'ils considéraient important dans une relation de couple égalitaire – un mot que j'ai longuement expliqué !

Mes étudiants ont de la difficulté à s'exprimer en français, encore davantage sur un sujet aussi personnel que les relations amoureuses. Dans la culture innue, on ne fait pas étalage de ses sentiments. Certains jeunes garçons n'ont pas réussi à écrire sur les valeurs mais ils ont inventé une histoire d'amour qui véhiculait leur pensée, un bon moyen de surmonter leurs difficultés.

Sylvie Vézina, Natashquan
Professeure de français au 2e cycle à l'école Uauitshitun

Extraits choisis

Tout le monde devrait avoir droit à une vie sexuelle, que ces gens soient minces, gros, petits ou grands. Les vidéoclips et les magazines de mode disent aux jeunes qui ne se conforment pas à notre vision de l'idéal qu'ils doivent changer.

Nicholas Gagnon-Daniel, Gatineau

Quelle solution a-t-on trouvée à l'habillement sexuellement provocant ? Le retour de l'uniforme. C'est logique. Pourquoi chercher les causes d'un problème lorsqu'on peut tout simplement le camoufler ?

Marie-Line Sarrazin, Montréal

Les filles qui font des publicités pour une marque de chaussures ou de vêtements, pourquoi faut-il qu'elles soient si peu habillées ? C'est une publicité pour des vêtements, pas pour un club de danseuses !

Marie-Claude Lalonde, Gatineau

Avec tous les idéaux de beauté, les gars apprennent à regarder et à fantasmer. Où est passé l'amour, le vrai, où sont la tendresse, l'affection ? Tout est orgueil, désir, satisfaction sexuelle et non émotionnelle.

Mia Gaudreau, Lévis

Les filles s'habillent trop sexy ? C'est leur choix. Elles auront la réputation qui va avec.

Frédérik Beauchamp, Gatineau

Graines de féminisme

Je suis militante féministe depuis longtemps. Ma conscientisation sociale remonte à mon adolescence, à l'époque de mon vieux collège, de ses planchers qui craquent, de sa chapelle devenue bibliothèque, de ses enseignant(e)s passionné(e)s et passionnant(e)s qui m'ont transmis la conviction qu'être une femme était un cadeau recelant des possibilités illimitées.

Quelle fut donc ma jubilation de constater que les jeunes filles ayant exclu les revues à connotation sexiste étaient des élèves du Collège Mont Notre-Dame, des filles de mon collège ! Quel plaisir de lire que la tradition se poursuit, qu'on y enseigne encore la valeur des femmes, qu'on y sème encore des graines de féminisme !

Depuis plusieurs années, je milite pour lutter contre la violence sexuelle au sein des CALACS. Ce fut une amère déception de constater qu'ils ne paraissent nulle part dans les pages de votre parution comme ressources en matière de violence sexuelle. Il s'agit sûrement d'un oubli involontaire, qui prive néanmoins vos jeunes lectrices de la possibilité de mieux connaître ces organismes pouvant leur venir en aide.

Josée Longchamps, Centre d'aide Aqua-R-Elle, CALACS de Victoriaville

Ados emballés

Avez-vous déjà vu des adolescent(e)s emballé(e)s par une revue ? C'est ce qui s'est produit dans ma classe lorsque j'ai présenté votre numéro *Gazette des filles*. En touchant directement aux champs d'intérêt des jeunes, votre revue est vraiment accessible et offre une foule de possibilités d'exploitation. Félicitations pour ce projet innovateur. Quand recevrons-nous le second numéro ?

Jeannine Paradis, Repentigny
École L'Impact Mascouche

Lecture partagée

Je lis toujours avec la même fascination et le même intérêt chacun des articles de votre *Gazette* si bien documentée. J'ai beaucoup apprécié la *Gazette des filles*, que je me suis empressée de remettre à ma petite-fille de 16 ans.

Louise Simard, Belœil

CSN

La Confédération des syndicats nationaux défend sans relâche le maintien d'un réseau public de santé et de services sociaux de qualité, universel et accessible. C'est un combat qui profite à toutes et à tous.

un engagement constant

Mot de la présidente
du Conseil du statut de la femme

J'aimerais exprimer aux lectrices et aux lecteurs de la *Gazette des femmes* le bonheur et la fierté que j'éprouve à l'idée de présider aux destinées du Conseil du statut de la femme.

Tout au long de ma carrière, j'ai eu à cœur de travailler à l'avancement et au respect des droits des femmes. Je l'ai fait avec détermination et avec l'appui inestimable des différents groupes de femmes qui ont contribué à bâtir le Québec moderne dans lequel nous évoluons. Je profite de l'occasion pour leur rendre hommage, avec une pensée toute particulière à l'endroit de celles qui ont osé joindre les rangs du pouvoir. C'est en partie grâce à elles que des lois avant-gardistes ont été adoptées pour améliorer les conditions de vie des femmes, dans la sphère privée comme dans la sphère publique. Pensons au partage du patrimoine familial, au raffermissement des normes du travail, au nouveau régime d'assurance parentale, à l'équité salariale. Ces acquis majeurs ont contribué à ce que notre société soit reconnue comme l'une des plus progressistes sur les plans économique et social.

Pour le Conseil, la responsabilité de vivre dans une société exempte de discrimination ne doit et ne peut être que l'apanage des femmes et de l'État. Les hommes, les diverses communautés, les entreprises, les instances locales comme régionales, les syndicats, le milieu éducatif, pour ne nommer que ceux-là, doivent emboîter le pas et participer à la marche de l'égalité. Chacune et chacun doivent se mobiliser pour éliminer les discriminations persistantes et faire en sorte que l'équilibre du pouvoir, le partage des responsabilités parentales et domestiques, l'égalité sur le marché du travail et le recul de la violence ne restent plus des projets inachevés.

La nouvelle politique que vient de rendre publique la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, M^me^ Carole Théberge, s'inscrit à juste titre dans cette dynamique. Elle confirme ainsi la volonté du gouvernement de bien ancrer l'objectif de l'égalité dans l'appareil étatique. Aussi, il convient de souligner que dans sa nouvelle loi constitutive, adoptée en juin dernier, le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine a reçu le mandat de travailler à la cause de la condition féminine et à celle de l'égalité entre les femmes et les hommes. Dans ce contexte, les responsabilités que j'assume avec enthousiasme m'apparaissent d'autant plus stimulantes que le Conseil voit ainsi sa légitimité confirmée et sa pérennité confortée.

Le Conseil poursuivra ainsi sa mission avec la même ferveur et continuera d'accompagner les femmes et les hommes de notre société qui rêvent de vivre de façon égalitaire. En son nom, je m'y engage avec conviction et détermination !

La présidente,

Christiane Pelchat

Conseil du statut de la femme
Québec

Tentative avortée

Les militants pro-choix ont eu chaud : l'avortement ne sera finalement pas criminalisé au Dakota du Sud. C'est ce qu'ont décidé à 55 % les citoyens de cet État du nord des États-Unis par référendum le 7 novembre dernier.

Depuis le célèbre jugement Roe contre Wade de 1973, l'avortement était – en principe – légal. Mais, profitant d'un vent républicain qui soufflait sur cet État réputé très religieux, le gouverneur a voulu renverser les voiles. En mars 2006, il a donc apposé sa signature à l'une des lois les plus restrictives en la matière.

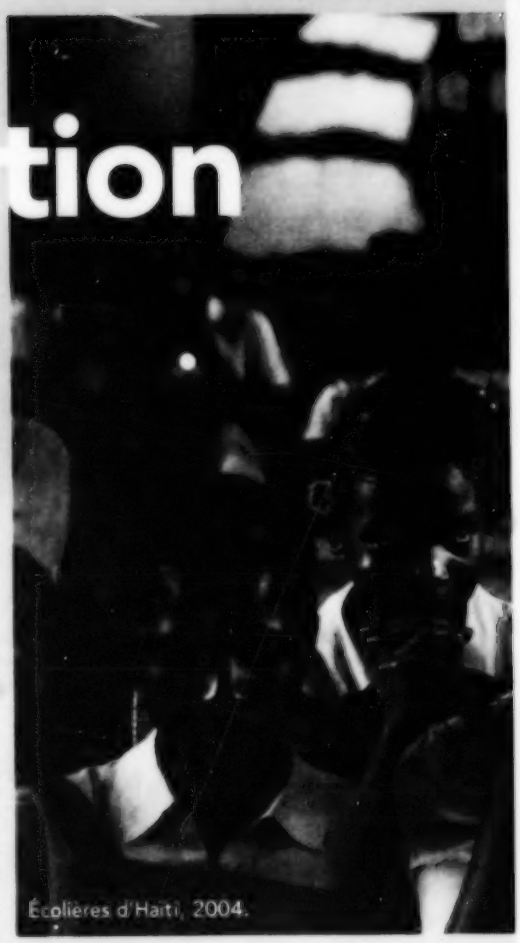
En vertu de ce texte, toute interruption de grossesse devenait interdite, même si la femme avait subi un viol ou l'inceste, sauf en cas de « risque imminent » de mort de la mère. Les médecins pratiquant cette intervention allaient être sévèrement punis, de 5 000 $ d'amende jusqu'à cinq ans de prison. À l'époque, même George W. Bush, qui est contre l'avortement, avait jugé cette mesure un peu trop « extrême ».

Les militants en faveur du droit à l'avortement ont répliqué en recueillant le nombre de signatures requises pour avoir le droit de tenir une consultation publique sur l'épineuse question.

Pour la présidente de l'association de défense de l'avortement NARAL, Nancy Keenan, la victoire des militants pro-choix a réaffirmé que « le droit de choisir devait être entre une femme, son médecin et son dieu, pas le législateur ». Les militants anti-avortement n'ont pas dit leur dernier mot. Ils comptent sur la nomination récente de deux juges conservateurs pour tenter leur dernier recours : renverser la décision de 1973 devant les tribunaux. **L.-M.G.**

par Jean-François Gazaille, Lisa-Marie Gervais, Sophie Marcotte, Thaïs Martel, Mélanie Saint-Hilaire

Mission éducation



Écolières d'Haïti, 2004.

L'aide humanitaire directe, c'est l'affaire de Wanda Bédard. Cette entrepreneure montréalaise de 45 ans a lancé le 27 novembre dernier 60 millions de filles, une fondation qui entend donner aux filles des pays en voie de développement les moyens de sortir de leur misère.

Quelle est la mission de 60 millions de filles ?

Chaque année sur la planète, 110 millions d'enfants, dont 60 millions de filles, ne fréquentent pas l'école. Nous voulons intervenir dans les pays pauvres affichant une disparité marquée en matière d'éducation entre les hommes et les femmes en finançant des projets éducatifs pour tout groupe constitué d'au moins 50 % de filles. Notre premier projet touche le Centre de formation Umoyo, un pensionnat de la région de Lusaka, capitale de la Zambie. Nous allons payer les droits de scolarité et de séjour de 60 jeunes orphelines du sida pour l'année scolaire 2007-2008, soit 65 000 $.

Qu'est-ce qui motive votre engagement ?

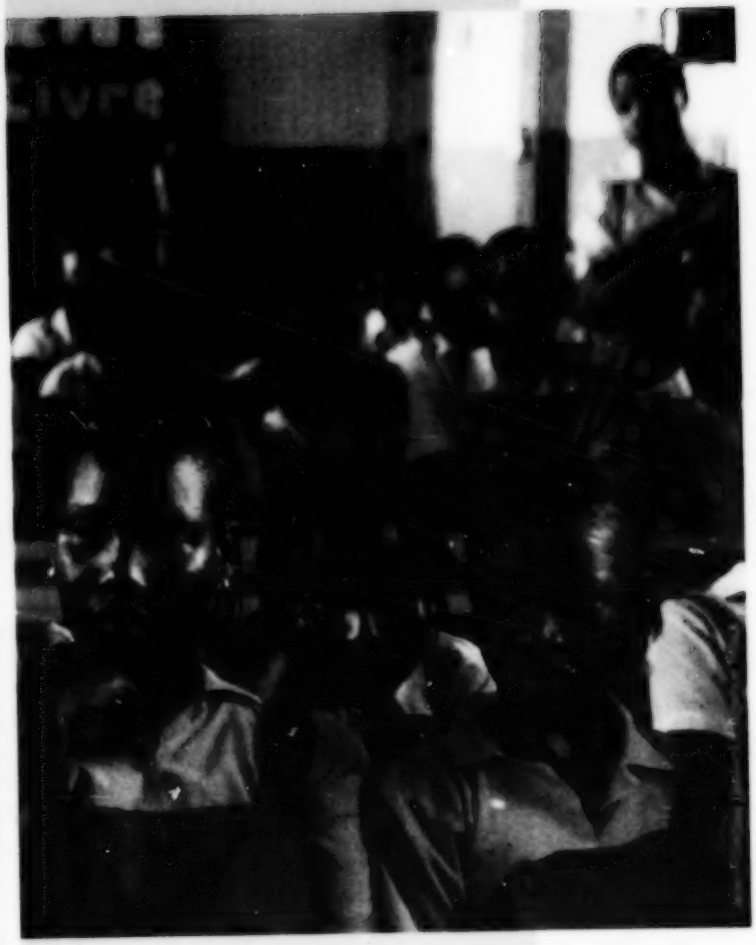
J'ai fait du bénévolat auprès de l'UNICEF, de CARE et d'Oxfam. En allant étudier des projets de développement au Mozambique – je suis tombée amoureuse de l'Afrique ! –, j'ai été convaincue qu'on pouvait changer les choses. Et l'éducation est un bon moyen. Comment prévenir la propagation du sida ou les problèmes liés à l'approvisionnement en eau potable si les gens ne sont pas alphabétisés ? Selon l'ONU, chaque année scolaire supplémentaire abaisse de 15 % la mortalité infantile !

Comment allez-vous financer vos activités ?

Par des dons privés. Grâce à mon vaste réseau d'affaires, j'ai convaincu une centaine de personnes de verser 1 000 $ à la fondation. Nous répéterons l'opération chaque année et nous organiserons aussi des activités de financement. L'été dernier, nous avons amassé des fonds avec le soutien d'une ligue de soccer et d'une station de radio. Fin novembre, nous avons organisé un encan d'articles (vêtements importés, billets de spectacles, œuvres d'art, etc.) qui nous avaient été donnés. Et aussi une conférence-bénéfice de Stephen Lewis, ex-ambassadeur du Canada aux Nations Unies.

Comment vous assurer de l'efficacité du programme ?

Nous travaillons en étroite collaboration avec la fondation de Stephen Lewis. Nous pouvons



donc intervenir directement dans l'administration des fonds que nous versons. Du reste, nous sommes une quinzaine de bénévoles, hommes et femmes d'affaires, et nous n'avons pas l'intention de nous empêtrer dans la bureaucratie. J'ai confié en sous-traitance une partie de la production de mon entreprise [Holocene Solutions, fabricant de produits en aluminium et en acier inoxydable pour la grande industrie] afin de consacrer plus de temps à 60 millions de filles.

Quels autres projets appuierez-vous ?

Pour l'instant, nous concentrons nos efforts sur le Centre de formation Umoyo. Si les choses se passent comme nous le souhaitons, nous continuerons à l'appuyer. Je vais d'ailleurs m'en assurer moi-même puisque je me rendrai en Zambie en mars. **J.-F.G.** ::

www.60millionsdefilles.org

Un juste **partage ?**

Pour les victimes de violence conjugale, l'enfer ne s'arrête pas toujours après la séparation. Et la garde partagée constitue un facteur de risque supplémentaire qui pourrait conduire à la récidive. « Ce modèle de garde implique des contacts obligatoires avec le père de l'enfant », explique la sociologue Denyse Côté, auteure d'une étude qualitative menée en 2005 auprès de 20 femmes se disant victimes de violence.

La plupart des femmes interrogées ont rapporté que leur ex-conjoint avait continué à se comporter de façon agressive après la séparation, que ce soit au téléphone, sur Internet ou dans la cour d'école. Cette violence allait des voies de fait simples aux menaces de mort.

Pourtant, la croyance veut que la garde partagée soit la meilleure des solutions. Selon la chercheuse à l'Université du Québec en Outaouais, elle n'est pas indiquée dans tous les cas. « Il y a des dangers au modèle unique, croit M^me^ Côté. Aucun juge n'obligerait une victime de voies de fait à côtoyer son agresseur. La diversité culturelle existe, alors parlons de diversité de modèles de garde. » **L.-M.G.** ::

Avoir **foi** en l'égalité

En octobre dernier, une inspectrice du Service de police de la Ville de Montréal recommandait aux policières de laisser leurs collègues masculins prendre les choses en main lorsqu'ils ont affaire à des juifs hassidiques. La suggestion a soulevé l'ire du syndicat des policiers, en plus d'alimenter le débat entourant le respect des droits des femmes dans le contexte du pluralisme religieux. Comment atteindre l'équilibre ? Le Conseil du statut de la femme s'est penché sur la question lors du colloque *Diversité de foi, Égalité de droits*, qui a réuni près de 200 personnes en mars 2006 et dont les actes viennent d'être publiés. En plus de dresser un portrait de la diversité religieuse au Québec, les conférenciers et les conférencières ont suggéré des moyens d'encourager les alliances entre les femmes de différentes croyances pour atteindre l'égalité des sexes. Une réflexion nécessaire que le Conseil entend poursuivre dans les prochains mois, notamment en adressant un avis sur la question au gouvernement. **S.M.**

On peut télécharger les actes du colloque au www.csf.gouv.qc.ca.

Journal de Montréal, Martin Bouffard

Véronique Rivest, meilleure sommelière au Canada.

In vino meritas

Le vin, elle connaît ! Le 16 septembre dernier, Véronique Rivest a remporté le Concours du meilleur sommelier du Canada. L'employée du restaurant Les Fougères, à Chelsea (Outaouais), se battait plutôt pour la deuxième place, convaincue qu'un collègue masculin allait l'emporter… Mais après avoir corrigé une carte des vins erronée, servi une bouteille à table et dégusté des alcools à l'aveugle, elle a été couronnée par le jury. En mars, elle se rendra donc au Concours du meilleur sommelier du monde, en Espagne.

Parmi les 40 pays membres de l'Association de la sommellerie internationale, le Canada est le seul à avoir consacré plus de femmes que d'hommes depuis trois ans. Au Concours du meilleur sommelier du Québec 2004, les trois premiers prix sont allés à des filles ! Pourtant, rien ne laissait présager un tel succès il y a 15 ans. « Certains clients ne pouvaient même pas concevoir de s'adresser à une femme pour se faire conseiller un vin. Aujourd'hui, ils représentent une exception », raconte Rivest. Ce changement d'attitude serait dû, entre autres, au fait que les sommelières écoutent beaucoup leur clientèle. **T.M.**

Hommes sous examen

Séisme dans le monde du féminisme ! Une université anglaise lance un programme d'études masculines. Depuis novembre, l'Université Trent, à Nottingham, enseigne les *men's studies* à 24 élèves, dont 5 femmes. Au programme : l'impact des stéréotypes masculins en psychothérapie, le rôle des gars dans la lutte à la violence conjugale, etc. Le cours s'adresse aux professionnels en travail social qui désirent mieux comprendre et aider leurs clients. « J'espère qu'il provoquera un débat sur c'est quoi être un homme », a confié le directeur du programme, Jim Wild, fondateur de l'un des premiers groupes Men against Sexism (« Hommes contre le sexisme »). « Notre société tarde à remettre en question les stéréotypes. »

Beaucoup de féministes croient qu'il est superflu d'étudier la masculinité, puisque cette culture domine toutes les sphères de la société. « Elles étaient sceptiques au début, admet Therese Easom, relationniste à l'Université Trent. Mais quand elles ont compris le but de ce programme, qui est proféministe, la plupart l'ont accepté. » Dans deux ans, l'université compte offrir un programme de maîtrise. **M.S.-H.**

Collectivement pour un monde différent

www.csq.qc.net

Centrale des syndicats du Québec

CSQ

» Entre guillemets

Les politiciens dans la mire

« Elle est peut-être la présidente avec les plus beaux cheveux, mais on se souviendra d'elle comme la pire présidente de l'histoire de la Convention sur les changements climatiques. »

Commentaire sur Rona Ambrose publié dans un journal de groupes environnementalistes.

« On doit faire quelque chose avec cet homme. Il occupe un poste où la diplomatie et la sagesse sont absolument essentielles. »

Jack Layton à propos de Peter MacKay, qui a traité de chienne son ex-amoureuse, Belinda Stronach.

« Elle a un look. Elle est très photogénique, il faut le reconnaître. Vous savez, le fait d'être une femme ne suffit pas pour s'imposer, mais c'est important. »

Bernadette Chirac à propos de Ségolène Royal.

Immuable

« Il y a 20 ans, il n'y avait pas de femmes policiers, ni de femmes médecins. Nous, on n'a pas changé. C'est le monde qui change. »

Faivel Binder, commerçant hassidim de Montréal d'accord pour laisser prioritairement les policiers masculins s'adresser aux membres de sa communauté juive.

Mode birmane

« J'ai apporté mon uniforme de prisonnière parce que je sais que je devrai retourner en prison d'ici à ce que la Birmanie devienne une démocratie. »

La Birmane Su Su Nway, Prix John-Humphrey pour la liberté 2006 pour sa lutte contre le travail forcé.

No vacancy

« Nous sommes ouverts depuis 1979. Et depuis, on affiche complet. »

Kim Casnduff, directrice d'un refuge du West Island (Montréal) pour les femmes victimes de violence.

Des mots qui tuent

« C'est pour cela que vous me haïssez, parce que je vous empêche de mentir. »

Anna Politkovskaïa, journaliste russe assassinée le 7 octobre pour son opposition à la guerre en Tchétchénie.

Le chiffre : 21 %

Les Canadiennes sont plus nombreuses à travailler la fin de semaine que leurs compatriotes masculins. En 1999, 20,9 % des femmes et 15,8 % des hommes passaient leurs week-ends au boulot, rapporte l'Organisation internationale du travail. En 1991, seulement 11 % de la main-d'œuvre canadienne bossait le samedi, le dimanche ou les deux. Et la tendance n'est pas près de se renverser, estime l'auteure de l'étude, Isik Zeytinoglu, professeure de gestion et de relations industrielles à l'Université McMaster, en Ontario. « Les gens veulent pouvoir magasiner ou avoir accès à des loisirs à toute heure du jour, tous les jours », déplore-t-elle. Mais ces horaires atypiques, qui affectent surtout les salariés de la restauration, de l'hôtellerie et du commerce de détail, ont des effets à long terme. « Le travail de week-end accroît le stress, réduit considérablement les occasions de socialisation et nuit à la vie de famille. » J.-F.G.

Notre SIGNET

www.museevirtuel.ca/Exhibitions/Perspectives

Avec ses tableaux inspirés de ses visites dans les postes de traite canadiens, la peintre anglaise Frances Anne Beechey Hopkins a livré d'importants témoignages de l'histoire du 19e siècle. Quelques décennies plus tard, la photographe officielle de la Maison-Blanche Frances Benjamin Johnston contribuait à la naissance du photojournalisme. Quant à la Québécoise Rita Letendre, longtemps demeurée dans l'ombre du grand Paul-Émile Borduas (son premier maître à penser), elle a grandement participé à développer le courant post-automatiste... L'apport considérable de ces artistes négligées – et de plusieurs autres – est mis à l'honneur dans l'exposition « Perspectives : femmes artistes en Amérique du Nord » du Musée virtuel du Canada. D'un simple clic, on peut admirer 183 peintures, sculptures, photos et autres œuvres créées entre le 19e siècle et aujourd'hui. Se déclinant sous quatre thèmes – Mondes intérieurs, Terre et lieux, Modernité et Au-delà de la modernité –, ce florilège s'avère aussi ravissant qu'instructif. S.M.

Recevez un numéro d'essai

gratuit de la

Gazette DES FEMMES

et abonnez-vous !

1,50 $

Récipiendaire de plusieurs prix en journalisme, la *Gazette des femmes* vous renseigne sur la vie des femmes d'ici et d'ailleurs !

4 façons simples de s'abonner

PAR TÉLÉPHONE : 1 800 665-5372

PAR INTERNET : www.gazettedesfemmes.com
PAR TÉLÉCOPIEUR : 514 333-9795
PAR LA POSTE : *Gazette des femmes*
Service aux abonnements
4380, rue Garand
Ville Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3

Conseil du statut de la femme
Québec

Implants « réchauffés »

Santé Canada a levé le moratoire sur les implants mammaires au gel de silicone. Sont-ils moins dangereux qu'avant ?

par Isabelle Masingue

Pierre Blais a été conseiller scientifique principal à Santé Canada jusqu'en 1990. À ce titre, il a analysé des milliers d'implants mammaires. À la suite de ses recommandations, les implants au gel de silicone furent retirés du marché en 1992. Le spécialiste a cependant quitté le ministère, en désaccord avec ses nouvelles politiques, à son avis moins soucieuses de la protection des patients. Aujourd'hui, Pierre Blais est consultant privé et président de Innoval Failure Analysis, son entreprise de Toronto spécialisée dans l'analyse des produits médicaux.

« Les prothèses mammaires vendues actuellement sont aussi dangereuses qu'avant. » Pierre Blais

En octobre dernier, Santé Canada a levé le moratoire sur les implants au silicone. Ceux vendus aujourd'hui sont-ils différents de ceux interdits en 1992 ?

Absolument pas ! Les mêmes brevets sont toujours utilisés pour produire ces implants « réchauffés ». Leur qualité de fabrication est identique à celle des années 1970. Bien qu'on ait désormais des implants au gel « cohésif », cela veut juste dire qu'il durcit plus vite que les précédents gels de silicone. Les prothèses mammaires vendues actuellement sont aussi dangereuses qu'avant. Nous en analysons tous les jours et elles causent des problèmes similaires. Elles se brisent, durcissent, provoquent des douleurs ou se détériorent au point que le gel de silicone peut se répandre dans l'organisme. En moyenne, une porteuse devra changer trois fois d'implants en 20 ans, et chaque fois, le nouvel implant se détériore plus vite.

Le ministère fédéral s'est pourtant appuyé sur 2 500 articles scientifiques pour rendre son verdict.

Le comité chargé de conseiller le ministre a fait une revue d'information technique à partir d'une majorité de vieilles études qu'on connaissait déjà. Très peu de nouvelles études ont été présentées. Il est difficile de prouver que les implants provoquent des maladies systémiques impliquant le système immunitaire, ou le cancer. Mais la plupart des effets locaux sur la santé sont bien connus (rupture, infection, douleur). D'ailleurs, le site Internet de Santé Canada indique les complications qui peuvent survenir et on sait qu'elles existent dans 50 % des cas.

Est-ce que cela change vraiment quelque chose à la situation, puisque des milliers de femmes ont obtenu une dérogation pour se faire poser des implants au silicone pendant le moratoire ?

Il est vrai que le Programme d'accès spécial de Santé Canada a permis d'offrir des prothèses à 24 000 personnes depuis 1993. Mais au moins il obligeait les médecins à mettre leurs patientes en garde et à les prévenir que les implants n'étaient pas officiellement approuvés. Certaines s'en méfiaient davantage. La décision du ministère ouvre la porte à une promotion sans borne. Parmi les femmes qui ont des implants, moins de 6 % y ont eu recours à la suite d'un cancer du sein. La majorité en réclame pour des raisons esthétiques. Je m'attends à ce que les ventes de prothèses augmentent ainsi que le nombre de patientes affectées par les problèmes.

Les compagnies devront tout de même instituer un suivi sur 10 ans pour rendre compte des complications chez leurs patientes. Qu'en pensez-vous ?

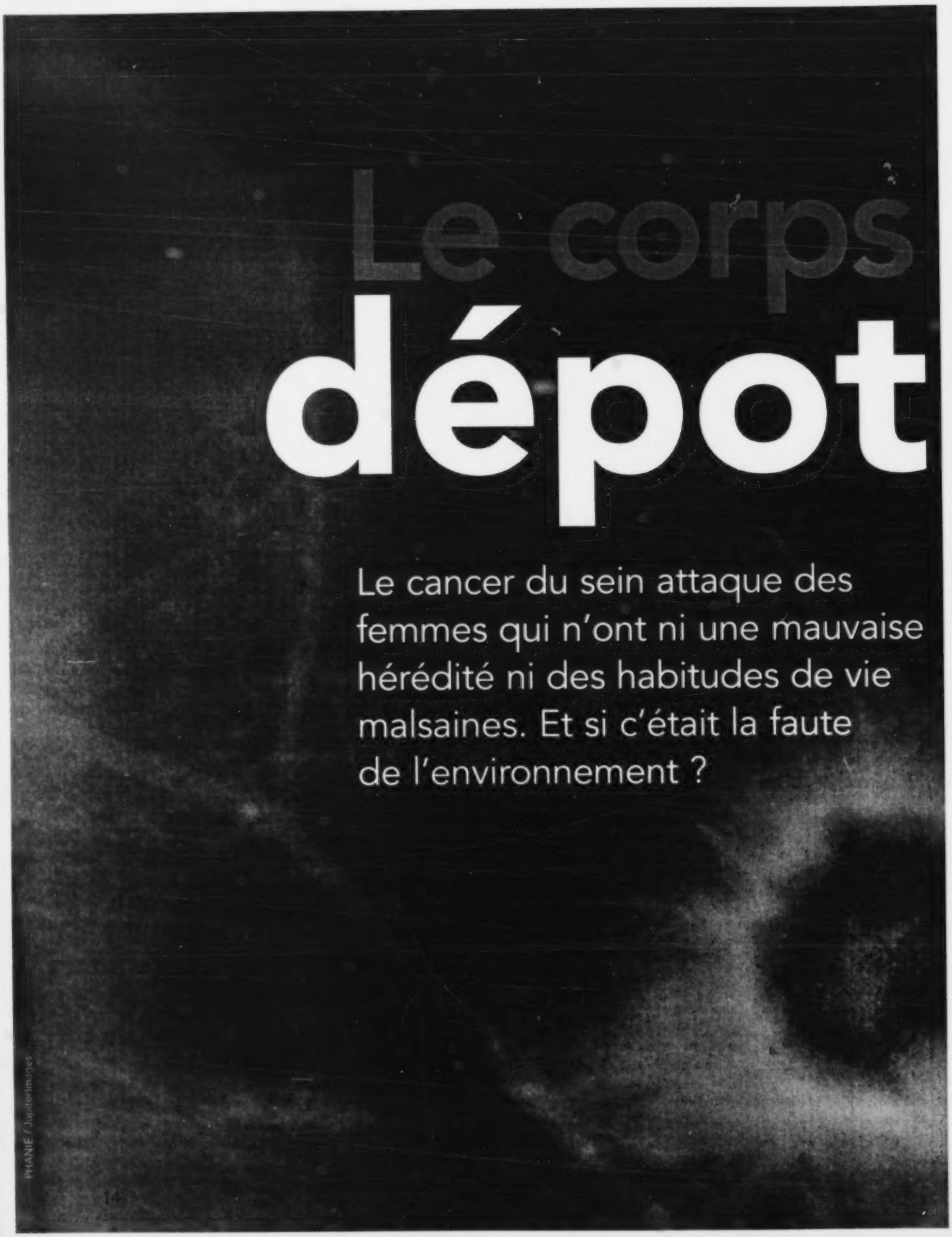
Je n'y crois pas. Déjà aux États-Unis, où la réglementation est plus sévère, près d'une patiente sur quatre est perdue de vue dans les trois ans suivant la chirurgie. Comment peut-on juger de la qualité d'un produit à long terme quand on en perd la trace ? Alors 10 ans, c'est une exigence de nature cosmétique. Santé Canada n'a pas le personnel suffisant pour vérifier que les entreprises vont respecter les conditions qui leur sont imposées.

Les instances publiques affirment que les femmes prennent leur décision en connaissance de cause...

Les implants mammaires sont régis par la Loi sur les aliments et drogues. En principe, la Loi garantit la sécurité des produits. Or, rien n'a vraiment changé depuis 1992. La décision de Santé Canada est incompréhensible. Ce qu'on demande aux femmes maintenant, c'est d'accepter que les prothèses – classées « à risque élevé » – puissent nuire à leur santé pour le reste de leur vie. ::

Le corps dépot

Le cancer du sein attaque des femmes qui n'ont ni une mauvaise hérédité ni des habitudes de vie malsaines. Et si c'était la faute de l'environnement ?



© PHANIE / Jupiterimages

oir

par Marie-Eve Cousineau

Ce soir, Denyse Valois sablera le champagne. Il y a cinq ans, en ce jour de novembre, elle était sur une table d'opération de l'Hôtel-Dieu de Montréal, une tige métallique plantée dans le sein gauche. L'ennemi était là. Il fallait enlever cette tumeur qui menaçait de se répandre. Depuis, le cancer n'est jamais réapparu. Mais la vie de Denyse Valois a changé à jamais.

Lorsqu'elle a reçu son diagnostic, en 2001, Denyse Valois était atterrée. Elle avait allaité ses deux enfants, n'avait jamais eu de cas de cancer du sein dans sa famille et avait toujours bien mangé. Selon elle, c'est son rythme de vie effréné qui l'a précipitée dans la maladie. « Mon cancer est apparu en période de surmenage et de ménopause, remarque cette "ex-*workaholic*" de 61 ans, professeure en philosophie au Collège Édouard-Montpetit. Mon principal agresseur a été le stress. »

Depuis sa maladie, Denyse Valois – membre du conseil d'administration du Réseau québécois pour la santé du sein – a réduit sa tâche au cégep. Elle pratique le yoga, fait davantage attention à son alimentation, cultive un potager biologique et boude les traditionnels produits nettoyants et vaporisateurs pour salles de bain. Chaque été, elle fuit le smog urbain pour se réfugier avec son conjoint dans son chalet de campagne. « L'environnement a pu contribuer au développement de mon cancer », dit-elle.

Et s'il avait joué un rôle plus grand encore ?

oir

par Marie-Eve Cousineau

Ce soir, Denyse Valois sablera le champagne. Il y a cinq ans, en ce jour de novembre, elle était sur une table d'opération de l'Hôtel-Dieu de Montréal, une tige métallique plantée dans le sein gauche. L'ennemi était là. Il fallait enlever cette tumeur qui menaçait de se répandre. Depuis, le cancer n'est jamais réapparu. Mais la vie de Denyse Valois a changé à jamais.

Lorsqu'elle a reçu son diagnostic, en 2001, Denyse Valois était atterrée. Elle avait allaité ses deux enfants, n'avait jamais eu de cas de cancer du sein dans sa famille et avait toujours bien mangé. Selon elle, c'est son rythme de vie effréné qui l'a précipitée dans la maladie. « Mon cancer est apparu en période de surmenage et de ménopause, remarque cette "ex-*workaholic*" de 61 ans, professeure en philosophie au Collège Édouard-Montpetit. Mon principal agresseur a été le stress. »

Depuis sa maladie, Denyse Valois – membre du conseil d'administration du Réseau québécois pour la santé du sein – a réduit sa tâche au cégep. Elle pratique le yoga, fait davantage attention à son alimentation, cultive un potager biologique et boude les traditionnels produits nettoyants et vaporisateurs pour salles de bain. Chaque été, elle fuit le smog urbain pour se réfugier avec son conjoint dans son chalet de campagne. « L'environnement a pu contribuer au développement de mon cancer », dit-elle.

Et s'il avait joué un rôle plus grand encore ?

Denyse Valois a fêté au champagne ses cinq ans de rémission du cancer du sein.

En mars 2006, Wendy Mesley, journaliste à CBC, est apparue sur nos écrans avec ses cheveux blonds courts, témoignant de son récent combat contre le cancer du sein. « J'essaie d'être en santé, je mange mes légumes, je fais beaucoup d'exercice… Ça n'a rien à voir avec moi », concluait la mère dans la quarantaine. Dans son documentaire *Chasing the Cancer Answer* (traduction libre : « Percer l'énigme du cancer »), présenté à l'émission *Marketplace*, la reporter montrait du doigt les produits toxiques présents dans l'environnement. Son reportage a fait grand bruit au Canada anglais.

Le soir de la diffusion, Carol Secter était rivée à son téléviseur dans sa maison du quartier Notre-Dame-de-Grâce. La présidente de l'Action cancer du sein de Montréal, un organisme à but non lucratif, ne pouvait espérer mieux pour défendre sa cause. Son groupe dénonce la présence d'agents toxiques dans l'environnement et dans divers produits, comme les cosmétiques. « Il y a 50 ans, 1 Canadienne sur 20 avait le cancer du sein, dit Carol Secter, une enseignante anglophone retraitée de 57 ans. C'est maintenant 1 femme sur 9. Cette hausse ne peut s'expliquer seulement par la génétique, par les habitudes de vie ni par les autres facteurs de risque connus [voir encadré]. »

Dans son reportage, Wendy Mesley a appris – en direct – qu'un joyeux cocktail de produits chimiques, dont plusieurs agents cancérigènes ou suspectés de l'être, circulent dans son sang. L'Action cancer du sein de Montréal s'inquiète de l'effet conjugué de ces substances, qui s'accumulent. « Nous n'avons pas de preuves absolues qu'elles causent le cancer du sein, admet Carol Secter. Mais nous n'avons pas la preuve qu'elles ne le causent pas. » Selon l'organisme, trop peu d'études ont été menées sur le sujet.

La Société canadienne du cancer n'investirait qu'environ 10 % de son argent dans la prévention, surtout pour des campagnes contre le tabac ou faisant la promotion d'une diète équilibrée. Depuis 1993, l'Alliance canadienne pour la recherche sur le cancer du sein a alloué seulement 2,7 % de son budget total aux projets sur les agents environnementaux et les produits chimiques. Quant aux Instituts de recherche en santé du Canada, ils ont consacré au sujet environ 500 000 $ sur les 12 millions de dollars destinés à la recherche sur le cancer du sein en 2005-2006.

L'environnement ne figure visiblement pas dans les priorités. Carol Secter remarque que les organismes subventionnés par des compagnies pharmaceutiques, comme la Société canadienne du cancer, sont souvent portés à faire de la recherche sur les médicaments qui traitent la maladie. « C'est bien de chercher des remèdes, mais il faut stopper le cancer avant qu'il ne débute », proteste-t-elle.

Les facteurs environnementaux semblent avoir un effet relativement faible dans le développement des cancers, rappelle toutefois le Dr Philip Branton, directeur scientifique de l'Institut du cancer (qui fait partie des Instituts de recherche en santé du Canada). « Actuellement, la science suggère qu'ils seraient responsables de moins de 5 % de tous les cas », précise-t-il. L'Institut a donc décidé de se concentrer sur le tabagisme, le facteur de risque modifiable qui a le plus d'impact sur cette maladie, souligne le directeur adjoint, Benoit Lussier.

Facteurs de **risque**

- Âge (vieillissement)
- Antécédents familiaux de cancer du sein, en particulier chez la mère, la sœur ou la fille, diagnostiquées en préménopause ou atteintes d'un cancer où des mutations des gènes BRCA1 ou BRCA2 sont en cause
- Antécédents familiaux de cancer de l'utérus, du côlon, du rectum ou des ovaires
- Affections mammaires antérieures et cellules anormales décelées par des biopsies
- Aucune grossesse ou première grossesse après l'âge de 30 ans
- Menstruations précoces ou ménopause tardive
- Tissus mammaires denses
- Hormonothérapie substitutive combinée pendant plus de 5 ans
- Consommation d'alcool ou d'un contraceptif oral (légère augmentation du risque)

Des études sont menées en ce qui concerne le tabagisme, l'alimentation, l'activité physique et l'obésité. Reste que la majorité des femmes atteintes de cancer du sein n'ont pas d'antécédents familiaux de la maladie et ne présentent aucun des facteurs de risque connus.

(Source : Société canadienne du cancer)

Mesurer l'impact d'un polluant atmosphérique chez un individu est complexe.

Il y a 50 ans, la population était pourtant persuadée que fumer n'était pas nocif pour la santé. « *More doctors smoke Camels than any other cigarette* » (« Les médecins fument plus de Camels que toute autre cigarette »), se vantait la marque dans une publicité parue dans un magazine en 1947 et retrouvée sur eBay. Qui sait si, dans 50 ans, certains produits toxiques apparaîtront comme un facteur de risque évident du cancer du sein ?

« Un facteur parmi d'autres », nuance Michel Charbonneau, professeur-chercheur à l'INRS-Institut Armand-Frappier. Prouver les effets sur la santé de nombreuses substances chimiques représente un défi colossal. Mesurer l'impact d'un polluant atmosphérique chez un individu est plus complexe que montrer les dégâts provoqués par 10 ou 20 cigarettes fumées par jour. « L'environnement est un facteur diffus, difficilement quantifiable, et c'est en partie pour cette raison qu'il a peu retenu l'attention », poursuit le directeur du Réseau de recherche en santé environnementale, un regroupement de chercheurs universitaires du domaine.

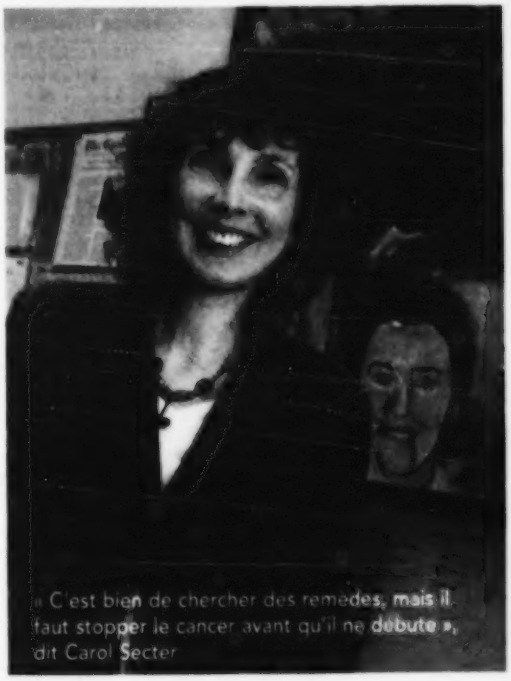
Jusqu'à présent, on s'est beaucoup intéressé aux pesticides organochlorés, comme le DDT. Interdit d'utilisation depuis 1972, le DDT est très persistant dans l'environnement. Chaque organisme vivant sur Terre en porte des traces, selon Monique Boily, professeure en sciences biologiques à l'Université du Québec à Montréal. « Le produit est entré dans la chaîne alimentaire, précise-t-elle. On a consommé des gibiers qui en avaient accumulé. » Une femme qui allaite perpétue d'ailleurs cette chaîne, puisque le DDT se loge surtout dans les graisses, dans lesquelles le corps puise pour fabriquer le lait maternel. La mère se vide ainsi de sa charge de polluants au détriment de son enfant !

Au Canada, le DDT a pratiquement décimé la population des faucons pèlerins. Le produit perturbait les hormones des femelles, qui pondaient alors des œufs aux coquilles plus minces. Résultat : les oisillons ne survivaient pas. Ce perturbateur endocrinien est maintenant soupçonné d'être lié au cancer du sein.

Depuis 1994, Pierre Ayotte, toxicologue à l'Institut national de santé publique du Québec, s'intéresse à l'un des métabolites du DDT (un produit créé lorsque la molécule se dégrade). Lors d'une étude auprès de femmes atteintes de cancer du sein, il a découvert que celles dont la maladie était plus avancée et agressive avaient davantage de ce métabolite et d'autres pesticides dans leur sang. « L'exposition augmenterait la vitesse à laquelle le cancer du sein progresse, mais pas le facteur de risque, dit-il. Peu d'études, jusqu'à présent, ont montré que les pesticides organochlorés augmentaient le risque de développer la maladie. »

Des expériences en laboratoire portent néanmoins à réflexion. Dans une étude menée en 2004, Michel Charbonneau a exposé des cellules mammaires normales en culture à de l'hexachlorobenzène (HCB), un fongicide organochloré interdit depuis 1980, mais qu'on détecte toujours dans l'air. Après trois mois, les cellules étaient cancéreuses. « Le pentachlorophénol, qui sert à la préservation du bois, est très proche chimiquement du HCB, dit Michel Charbonneau. Or, il est toujours utilisé. »

Les déodorants, eux, contiennent des parabènes, des agents de conservation que Philippa D. Darbre, chercheuse en oncologie à l'Université de Reading, au Royaume-Uni, a retrouvés dans près d'une vingtaine de tumeurs cancéreuses du sein. Dans son étude publiée en 2004 dans le *Journal of Applied Toxicology*, elle souligne que ces substances sont capables de mimer l'action des œstrogènes, ce qui peut provoquer la croissance d'une tumeur au sein. La recherche étant de petite échelle, d'autres travaux doivent être menés pour confirmer ces résultats. Philippa D. Darbre croit qu'il faudrait vérifier la teneur en parabènes dans des tissus mammaires normaux.



« C'est bien de chercher des remèdes, mais il faut stopper le cancer avant qu'il ne débute », dit Carol Secter

Ce n'est pas tout de montrer que des produits chimiques s'accumulent dans l'organisme. « Que nous révèle la concentration d'un contaminant mesurée dans le sang ou dans la tumeur d'une femme de 50 ans ? » demande Michel Charbonneau. Le cancer peut mettre 20, 30, 40 ans à se développer. Plusieurs croient d'ailleurs que l'exposition critique survient tôt dans la vie, de

Message de la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine

En décembre dernier, le gouvernement du Québec a lancé la politique *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, résultat de nombreuses consultations auxquelles ont été associés plusieurs groupes et personnes qui partagent la vision d'une société pleinement égalitaire.

Depuis 30 ans, les actions menées ont permis de corriger les différences de traitement entre les femmes et les hommes sur le plan juridique. Malgré ces acquis, des inégalités persistent et affectent encore les femmes. C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente politique, qui invite à la mobilisation de toutes et de tous, non seulement les femmes mais aussi les hommes, l'État, les médias, les établissements d'enseignement, de santé et de services sociaux, les milieux de travail ainsi que les partenaires sociaux et économiques.

Je suis particulièrement fière de cette politique aussi ambitieuse que mobilisatrice, puisqu'elle permet à la société québécoise de franchir un pas de plus dans la longue marche des femmes vers l'atteinte de l'égalité. Avec cette politique, j'invite les Québécoises et les Québécois à maintenir l'égalité entre les femmes et les hommes au rang des valeurs fondamentales qui forgent l'identité du Québec et à travailler pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait.

Ensemble, nous léguerons aux générations futures une société où l'égalité entre les femmes et les hommes sera exemplaire.

La ministre,

Carole Théberge

Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait

D'une portée de 10 ans, la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* comporte 6 orientations et 18 objectifs qui couvrent les préoccupations en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le plan d'action triennal qui en découle comprend 63 actions, dont 42 sont de nouvelles mesures.

Les six orientations de la politique

- Modèles et comportements égalitaires
- Égalité économique
- Conciliation travail-famille
- Soins de santé adaptés
- Intégrité des femmes et sécurité
- Participation des femmes aux instances décisionnelles

Des outils pour mieux gouverner

- Des mécanismes de mesure et de suivi, comme l'analyse différenciée selon les sexes (ADS), qui permet de s'assurer que chaque décision, loi ou règlement favorise l'égalité entre les femmes et les hommes
- Une commission parlementaire tous les trois ans
- Un système de reddition de comptes afin d'assurer le suivi des actions des ministères et organismes
- Des prix de reconnaissance afin de mettre en lumière les efforts accomplis pour améliorer la situation des femmes ou faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes

La politique et le plan d'action sont accessibles dans le site Internet du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine à l'adresse [www.mfacf.gouv.qc.ca].

Famille, Aînés et Condition féminine
Québec

l'état de fœtus jusqu'à l'adolescence. Une récente étude ontarienne, publiée dans les *Annals of the New York Academy of Sciences*, a démontré que le travail d'agricultrice, surtout pendant la jeunesse, pourrait contribuer au développement du cancer du sein. Selon cette recherche, les femmes victimes de la maladie étaient environ trois fois plus nombreuses que les autres à avoir déjà travaillé sur une ferme. Elles auraient alors été davantage exposées à divers produits chimiques.

En Californie, des avertissements figurent sur les cosmétiques qui contiennent des ingrédients pouvant causer le cancer.

Pour en avoir le cœur net, les Instituts de recherche en santé du Canada songent à suivre pendant plusieurs années une centaine de milliers de Canadiens. On connaîtra ainsi l'influence exacte des habitudes de vie, du milieu de travail et de l'exposition à certains produits. Une telle initiative nécessitera quelque 300 millions de dollars, et donc le soutien des gouvernements provinciaux et fédéral, d'après le Dr Philip Branton, à la recherche de financement.

État de santé

- 1 Canadienne sur 9 aura le cancer du sein dans sa vie
- 1 Canadienne sur 27 en mourra
- De 5 à 10 % des cancers du sein sont d'origine héréditaire
- Plus de 50 % des cas sont diagnostiqués chez des femmes âgées de 50 à 69 ans

(Sources : Société canadienne du cancer, Fondation du cancer du sein du Québec, Agence de santé publique du Canada)

Pendant ce temps, l'Action cancer du sein de Montréal prône la vigilance. Maquillage, dentifrice, shampoings, colorants capillaires, vernis à ongles... La liste des produits dont on doit se méfier est longue, au dire du groupe. Le 16 novembre dernier, postées au coin des rues Sainte-Catherine et Peel, des membres ont distribué une petite carte énumérant plusieurs agents chimiques potentiellement dangereux présents dans les cosmétiques. Sur leurs pancartes, ce slogan : « Mon corps, c'est pas un dépotoir ! » Peu d'employés du centre-ville se sont arrêtés, pressés d'aller dîner. Mais certaines femmes ont glissé la carte dans leur sac à main.

Ce jour-là, Santé Canada mettait en vigueur son nouveau Règlement sur les cosmétiques, qui rend l'étiquetage des ingrédients obligatoire. Pour l'Action, il s'agit d'un pas dans la bonne direction. « Mais pour que le consommateur puisse faire un choix éclairé, il faudrait aussi inscrire des mises en garde sur l'étiquette si le produit contient un carcinogène [agent potentiellement cancérigène], un mutagène [qui peut provoquer des modifications génétiques] ou un perturbateur endocrinien », dit Madeleine Bird, coordonnatrice du projet Sensibilisation à la santé et à l'environnement, piloté par l'Action et par le Centre de recherche et d'enseignement sur les femmes de l'Université McGill.

Il faut en effet beaucoup de volonté (et de bonnes lunettes !) pour vérifier les ingrédients inscrits sur nos petits pots de crème. Entre les termes en « yl », « ide », « ium », « ol » et « en », on s'y perd rapidement. En Californie, les consommateurs ont la tâche plus facile puisque des avertissements figurent sur les produits qui contiennent des ingrédients pouvant causer le cancer ou perturber les fonctions normales de reproduction, selon la proposition 65 sur l'eau potable et les produits toxiques, votée en... 1986 !

Sensible à cette question, Isabelle Guérard, coordonnatrice à l'administration au Centre de santé des femmes de l'Estrie, a modifié ses habitudes de vie depuis 2002. Elle mange davantage bio, délaisse ses produits nettoyants traditionnels pour du vinaigre, fait réchauffer ses repas dans une assiette en céramique et évite les bouteilles de plastique. « Certains plastiques contiennent du bisphénol-A, un exo-œstrogène [perturbateur endocrinien], dit la femme enceinte de son premier enfant. Je ne sais pas si mes produits en contiennent. » L'environnement figure maintenant dans les thèmes abordés par son organisme.

Caroline Hayeur / Agence Stock

Michel Charbonneau, directeur du Réseau de recherche en santé environnementale.

Vérification faite auprès de Pierre Ayotte, le bisphénol-A entre dans la composition des plastiques polycarbonates, une famille de plastiques durs et résistants aux chocs – donc pas dans les plats de type Tupperware. Mais le bisphénol-A peut se retrouver, en quantité minime, dans les aliments en conserve puisqu'il est présent dans la mince couche de laque qui recouvre l'intérieur des boîtes.

Depuis son cancer du sein en 1995, Nancy Guberman fait plus attention à ce qu'elle consomme. « Mais je ne suis pas convaincue que les contaminants m'épargneraient même si j'utilisais

Ruban rose
Conflit d'intérêts ?

La compagnie Revlon figure parmi les principaux commanditaires de la Course à la vie CIBC de la Fondation canadienne du cancer du sein. Or, une quarantaine de ses produits de beauté contiendraient des ingrédients préoccupants, voire potentiellement cancérigènes, selon Skin Deep, une base de données évaluant les produits domestiques et cosmétiques (mise au point par l'Environmental Working Group, un organisme de recherche à but non lucratif des États-Unis). La pétrolière Ultramar, elle, peut se targuer d'être un des principaux partenaires de la Fondation du cancer du sein du Québec.

Un non-sens aux yeux de Madeleine Bird, membre de l'Action cancer du sein de Montréal. Et rien pour encourager les fondations à investir davantage dans la recherche sur les produits toxiques. « On ne mord pas la main qui nous nourrit », dit la femme de 26 ans qui a mené en 2004 une étude sur la cause marketing du ruban rose.

Manon Durocher, directrice générale de la Fondation du cancer du sein du Québec, s'en défend. Son organisme a récolté près d'un demi-million de dollars grâce à sa campagne Achetez rose pour la cause, en 2005. Cet argent a servi à financer des programmes de santé du sein (ex. : promotion de l'auto-examen et de la mammographie) et de soutien aux victimes, mais aussi de la recherche. En 2004, la Fondation a accordé 1,5 million de dollars à un projet de recherche mené par l'épidémiologiste Mark Goldberg, de l'Université McGill, et portant sur l'interaction des gènes avec l'environnement. « Si demain matin, Santé Canada nous indique que le rouge à lèvres de telle entreprise contient un produit cancérigène, il est certain que nous allons mettre un terme à notre entente avec ce partenaire », dit-elle.

La Fondation canadienne du cancer du sein adopte la même position. Barb Bryson, directrice des communications, fait valoir que la prévention primaire a représenté 26 % du budget de son organisme pour l'année fiscale 2006.

Madeleine Bird souhaite que les fondations aillent plus loin. Elles pourraient exiger de leurs commanditaires qu'ils modifient certaines de leurs pratiques. « Si Ford [qui soutient la Fondation canadienne du cancer du sein] s'inquiétait vraiment du cancer du sein, elle modifierait ses voitures pour réduire leurs émissions toxiques », affirme-t-elle.

seulement des produits bio, dit la professeure en travail social de l'Université du Québec à Montréal, membre de l'Action cancer du sein. Ils sont partout. » Des efforts collectifs s'imposent.

Santé Canada interdit l'usage de certains ingrédients ou en restreint la concentration dans les cosmétiques. Mais sa liste serait moins exhaustive que celle de l'Union européenne, modifiée en 2003. Au Canada comme en Europe, des groupes souhaitent que leur gouvernement applique le principe de précaution et oblige les entreprises à remplacer les ingrédients potentiellement cancérigènes par des agents plus sécuritaires.

L'Union européenne a répondu en partie à leur appel en adoptant, en décembre, une nouvelle législation sur le contrôle des substances chimiques (REACH), qui figure parmi les plus strictes au monde. À partir de juin 2007, les industriels européens devront démontrer l'innocuité des 30 000 substances chimiques qu'ils utilisent. D'ici 2018, ils devront aussi remplacer les produits qui s'avèrent dangereux pour la santé ou l'environnement par des équivalents sécuritaires, si ceux-ci existent. Greenpeace France salue l'initiative, mais déplore que REACH n'oblige pas la substitution de certains produits lorsqu'ils se trouvent en dessous d'un seuil donné.

Au Canada, le discours du principe de précaution trouve de plus en plus écho. Écorchée par le reportage de Wendy Mesley, la Société canadienne du cancer ne cesse de bonifier les pages d'information sur le cancer et l'environnement de son site Internet. Dans une lettre publiée en réponse au documentaire de CBC, l'organisme souligne que « les Canadiens ne devraient pas être exposés à des agents cancérogènes – connus ou probables – présents dans l'environnement ou en milieu de travail » et prône le principe de précaution lorsque les preuves sont insuffisantes.

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, en 2000, Santé Canada et Environnement Canada ont entrepris d'évaluer les risques posés par les quelque 23 000 substances chimiques utilisées au pays. Cette tâche étant terminée, le gouvernement Harper a annoncé, en décembre, la mise en œuvre d'un nouveau Plan canadien de gestion des produits chimiques.

En octobre dernier, la Société de recherche sur le cancer a lancé le Fonds Environnement-cancer, qui financera des projets de recherche à ce sujet. Un demi-million de dollars seront dépensés en 2007, pour atteindre deux millions en 2009. « Depuis qu'on a lancé le fonds, on reçoit plein d'appels de gens qui nous disent : "Pourquoi vous n'y avez pas pensé avant ?" » confie Gilles Léveillée, le directeur général, qui précise que le projet était sur la planche à dessin depuis deux ans.

Michel Charbonneau s'est dit la même chose. Au printemps dernier, l'une de ses étudiantes au doctorat – parmi les meilleures – a décidé d'abandonner ses recherches en cancer et environnement. Trop dur de se battre constamment pour du financement. Et pourtant, tout reste à découvrir dans le domaine. Ce qu'on sait déjà pourrait bien être la pointe d'un iceberg… ::

En arrière toutes !

Avant son élection, le Parti conservateur du Canada avait promis de mieux faire respecter les droits des femmes. Pourquoi ses politiques vont-elles en sens inverse ?

par Mélanie Saint-Hilaire

Stephen Harper apprécie les femmes. La preuve : chaque fois qu'il arrive à la Chambre des communes pour la période des questions, c'est presque toujours en compagnie de sa secrétaire parlementaire, Sylvie Boucher. Il invite rarement la députée de Beauport-Limoilou aux réunions stratégiques tenues dans son bureau; il la laisse attendre à la porte. Mais il aime bien descendre l'escalier avec elle devant les caméras de télévision.

Cette anecdote, relatée par l'analyste politique Manon Cornellier dans *Le Devoir*, en dit long sur la vision de l'égalité des sexes à Ottawa. Depuis son assermentation, le 6 février 2006, le premier ministre a adopté plusieurs mesures hasardeuses pour les Canadiennes. Séparément, elles peuvent passer pour des décisions mineures, motivées par des principes de saine gestion. Ensemble, elles dessinent une tendance inquiétante quant à l'attitude du gouvernement envers ses citoyennes.

Pendant sa campagne, le chef des conservateurs avait pourtant juré de s'attaquer aux iniquités de genre qui persistent. « Si je suis élu, je prendrai des mesures concrètes et immédiates, tel que recommandé par les Nations Unies, pour m'assurer que le Canada respecte entièrement ses engagements envers les femmes », avait-il promis le 18 janvier.

Aux dernières élections, le Parti conservateur a présenté 38 candidates féminines sur 308, contre 79 pour le Parti libéral et 108 pour le Nouveau Parti démocratique. Le cabinet actuel ne compte que six députées, la plupart cantonnées à un rôle mineur.

Stephen Harper lors d'une rencontre à la Chambre de commerce d'Oakville, en Ontario, en octobre 2006.

1 Annuler le plan fédéral de garderies

« Nous pensions que la situation ne pouvait pas être pire… jusqu'à ce que Harper arrive. » Marlo Shinwei, cofondatrice du mouvement féministe The Women Are Angry (« Les femmes sont en colère »), à Halifax, en a marre. Chez elle, en Nouvelle-Écosse, une place en garderie coûte maintenant 600 $ par mois, et le délai d'attente peut excéder deux ans. La déduction fiscale pour frais de garde ne suffit pas. « Quand on doit débourser 1 200 $ pour deux enfants, ça ne vaut plus la peine que la femme aille travailler. Le message est clair : restez au foyer ! »

Deux mois. C'est le temps que Stephen Harper a mis pour jeter aux poubelles le plan fédéral de garderies élaboré par le précédent gouvernement – et avec lui, des décennies de revendications féministes. Les libéraux avaient promis cinq milliards de dollars sur cinq ans pour créer 100 000 nouvelles places en garderie. Le 31 mars, les conservateurs ont annoncé qu'ils verseraient plutôt une prestation annuelle de 1 200 $ aux parents d'enfant de moins de 6 ans. Depuis, la croissance des garderies est laissée aux bons soins des citoyens (employeurs, organismes, groupes religieux), que le gouvernement croit stimuler en distribuant chaque année 250 millions de dollars en prêts et en crédits fiscaux. Une approche déjà testée en Ontario et rejetée pour son inefficacité – notamment par le Québec, qui possède son propre réseau.

De toutes les Canadiennes qui élèvent un enfant de moins de 6 ans, 72 % conjuguent famille et travail. La politique fédérale a donc durement frappé les travailleuses, surtout dans les provinces qui ne soutiennent pas les services de garde. Et cela, au moment même où le Canada fait face à une grave pénurie de main-d'œuvre !

Si l'allocation directe de 1 200 $ a plu à de nombreux parents, elle est loin de couvrir les frais de garde d'un petit. La ponction des taxes fédérale et provinciale fait souvent fondre le montant de moitié. Il en reste peu – surtout dans les poches des mères seules… Pour un revenu familial de 40 000 $, par exemple, un couple encaisserait 697 $, contre 567 $ pour un parent célibataire. Ce bonus « pro-famille » se révèle inéquitable envers tous les chefs de famille monoparentale dont le revenu excède 28 000 $.

> « On peut s'attendre à ce que plusieurs organismes ferment leurs portes dans les années à venir. »
> Charlotte Thibault

2 Réduire Condition féminine Canada

Le 25 septembre, Stephen Harper mettait la hache dans Condition féminine Canada. L'organisme dédié à l'égalité entre les sexes perd cinq millions de dollars par an, soit 40 % de son budget de fonctionnement. Le nombre d'employées passe de 131 à 70. Douze des 16 bureaux disparaissent, sauf ceux de Moncton, Montréal, Ottawa et Edmonton.

« C'est un massacre ! Trente ans d'expertise en condition féminine partent en fumée », s'insurge Charlotte Thibault, responsable bénévole des relations gouvernementales à l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale. Condition féminine Canada guidait notamment les ministères fédéraux dans leurs études d'analyse comparative entre les sexes et conseillait des organismes internationaux, telles les Nations Unies. Faute de moyens, ses forces vives iront désormais à gérer les subventions aux groupes de femmes.

Le Programme de promotion de la femme, qui verse 10,8 millions de dollars par an aux groupes féministes, n'est pas touché. Enfin, pas financièrement. Mais les règles d'attribution des subventions ont changé. Depuis septembre, les sommes peuvent aller à une entreprise (disons, pour hausser son taux de cadres féminins) ou à un groupe religieux (pour encourager la spiritualité). En revanche, tout organisme qui mène des recherches sur la condition féminine ou qui promeut des lois plus égalitaires est exclu. Explication officielle : le gouvernement préfère investir dans l'aide directe aux femmes.

À Ottawa, l'Association nationale de la femme et du droit, qui analyse l'impact des lois canadiennes sur la vie des femmes, a obtenu de chaude lutte un sursis d'un an. Après, elle devra s'autofinancer – une mission quasi impossible. La Fédération des femmes du

CENTRE DE RÉFÉRENCE DU GRAND MONTRÉAL
Informer pour aider
(514) 527-1375
JEU
SANTÉ BIEN-ÊTRE AIDE FINANCIÈRE TRAVAIL
DROGUE
AIDE ET RÉFÉRENCE
(514) 527-0140
(Montréal et les environs)
1 800 461-0140
(ailleurs au Québec)
Pour vous guider vers les ressources appropriées
AIDE ET RÉFÉRENCE
(514) 527-2626
(Montréal et les environs)
1 800 265-2626
(ailleurs au Québec)

Québec, elle, risque environ 20 % de son budget.

« On peut s'attendre à ce que plusieurs organismes ferment leurs portes dans les années à venir, estime Charlotte Thibault. Ça ne fera pas tomber le mouvement des femmes au Québec, mais ça le fragilise. Le mouvement canadien est dans une situation plus critique. » Faute de soutien de leur province, certains collectifs se finançaient jusqu'à 98 % par le fédéral.

La cerise sur le gâteau : toute référence à l'égalité des sexes a disparu du mandat de Condition féminine Canada, lequel se contente maintenant de « faciliter la participation des femmes à la société canadienne »…

3 Abolir le programme de contestation judiciaire

Pour 5,6 millions de dollars par an, le Programme de contestation judiciaire permettait à des minorités (homosexuels, autochtones, etc.) de s'assurer que la loi respecte bien leur droit à l'égalité. C'est ainsi que le Women's Legal Education and Action Fund, qui vise à améliorer la condition féminine par des réformes législatives, a fait reconnaître l'impact des mythes sexistes dans les procès pour agression sexuelle. Dans le cas Ewanchuk, un accusé prétendait que l'habillement d'une femme peut indiquer si elle consent à coucher avec son employeur. La Cour suprême a rejeté l'argument. Ce programme efficace, qui a aussi servi à statuer sur le droit à l'équité salariale, a disparu le 25 septembre.

4 Enterrer l'équité salariale

« Harper me doit 29 ¢ ! » C'est le slogan martelé par le nouveau mouvement féministe The Women Are Angry, fondé par cinq Néo-Écossaises. Selon Statistique Canada, les femmes gagnent 71 ¢ pour chaque dollar obtenu par les hommes. Le refus du gouvernement fédéral de garantir l'équité salariale, contrairement au Québec et à d'autres provinces, a fait monter la moutarde au nez des fondatrices du groupe. « Vu les chiffres, il est assez scandaleux que Harper considère l'égalité atteinte », s'indigne Marlo Shinwei.

Parmi les 29 pays les plus industrialisés, le Canada traîne au 25e rang quant à l'écart salarial entre les sexes, devant l'Espagne, le Portugal, le Japon et la Corée. Son laisser-aller lui a valu des réprimandes du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des Nations Unies, en 2003.

Il n'est pas dit que les libéraux auraient entamé les procédures, complexes et onéreuses, pour corriger cette injustice. Les conservateurs portent néanmoins l'odieux d'avoir dit non, le 18 septembre. « Je ne veux pas dire que les gouvernements précédents en avaient fait assez pour les femmes, précise Marlo Shinwei. Mais Harper nous ramène en arrière. »

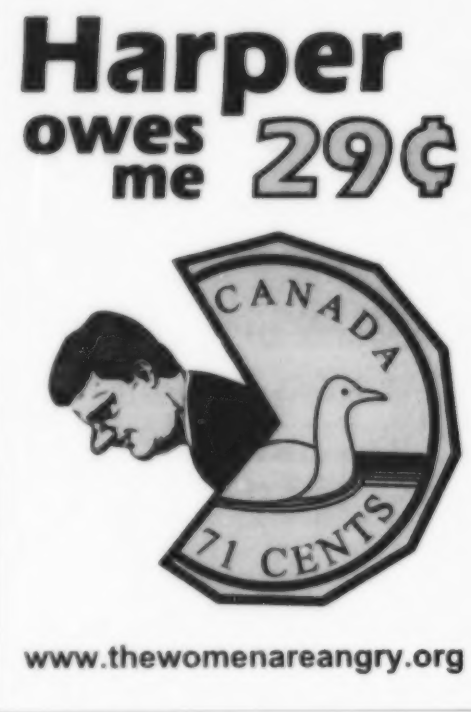
5 Récompenser les couples traditionnels

Dès 2007, les couples retraités pourront fractionner leurs revenus de pension aux fins d'impôt. C'est ce qu'a décrété le ministre des Finances, Jim Flaherty, le 31 octobre.

Cette réforme fiscale – ne bâillez pas ! – permet au conjoint plus aisé de verser une partie de ses revenus de pension dans la déclaration de l'autre, donc de baisser d'échelon d'imposition. Pour un couple dont les avoirs sont inégalement répartis, les économies sont réelles. Prenez Maurice et Gisèle, qui touchent 40 000 $ par an (juste en revenus de pension) : ils paieront 5 507 $ en impôt si Maurice déclare la somme entière et seulement 2 832 $ si Gisèle en prend la moitié.

De prime abord, cette mesure semble favoriser les aînées. En effet, de nombreuses retraitées n'ont que peu ou jamais travaillé. Elles n'ont donc pas de fonds de pension. L'argent économisé en impôt peut bonifier leur quotidien. À condition, toutefois, que l'époux partage ses billets aussi également dans la vie que sur papier. Et que l'épouse ne doive pas acquitter elle-même les impôts sur la somme versée par son mari, qui gonfle artificiellement son revenu. Notons aussi que cette mesure n'aide en rien les 43 % de femmes âgées qui vivent seules, et qui comptent parmi les plus démunies.

Le danger, c'est que cette mesure soit étendue aux couples d'âge actif et à tous leurs revenus. Ce à quoi songerait actuellement Jim Flaherty. « C'est un des éléments que nous considérons en préparant notre budget 2007, confiait-il au journal *Le Devoir* en novembre. Cette mesure soutient les familles. » Précisons : les familles traditionnelles, où l'un des époux (devinez lequel) gagne l'essentiel du revenu de la maisonnée ! Pour permettre à Maxime d'épargner, Julie pourrait bien décider de moins travailler, voire de quitter son emploi. Surtout que sa contribution au marché du travail lui coûte cher en frais de garde, de transport, de nourriture, etc. Une telle réforme n'encouragerait guère les couples à se partager également la carrière et la vie domestique.



« Harper me doit 29 ¢ ! » Cette campagne réclame l'équité salariale au Canada.

Sur le sentier du

Dans les communautés autochtones, les femmes chefs représentent un espoir de renouveau et de guérison.

par Marie-Claude Bourdon

Quand Eva Ottawa, première femme présidente et grande chef de la nation atikamekw, s'est présentée à sa cérémonie d'assermentation, le 7 octobre dernier, une magnifique lumière d'automne éclairait le lac Metabeskega. Vêtue de la robe de cérémonie bleu azur que lui avaient cousue les femmes de sa communauté, l'Atikamekw de 35 ans – élue quelques semaines plus tôt avec une majorité de 75 % – a entrepris avec joie la promenade symbolique en rabaska qui inaugure la vie de chef.

Plus de 200 invités s'étaient rassemblés à Manawan, sa communauté d'origine située à une heure de route au nord de Saint-Michel-des-Saints, en haut de Joliette. Seule ombre au tableau : l'ancien grand chef, Ernest Awashish, brillait par son absence. « Il y a certains hommes qui ne sont pas prêts à ce que ce soit une femme qui prenne les commandes, mais nous allons essayer de trouver une façon de travailler ensemble, avec nos leaders et les gens des communautés », avait déclaré Eva Ottawa à l'issue du vote.

Si une nomination féminine à un poste de grand chef demeure quelque chose d'exceptionnel – et fait encore grincer des dents –, il est de moins en moins rare, au Canada, de voir des Amérindiennes accéder au pouvoir, comme conseillères ou comme chefs de conseil de bande. Selon Cora Voyageur, sociologue à l'Université de Calgary et auteure d'un livre à paraître ce printemps sur le sujet (*Women Chiefs in Canada*, McGill-Queens Press), le nombre de femmes chefs a doublé depuis le milieu des années 1990.

Une tendance que Beverley Jacobs, Mohawk de l'Ontario et présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada, observe également. « Les femmes autochtones sont des leaders naturelles, estime cette dernière. Le fait qu'elles prennent de plus en plus de leadership est un signe des changements positifs qui sont en train de se produire dans nos communautés. »

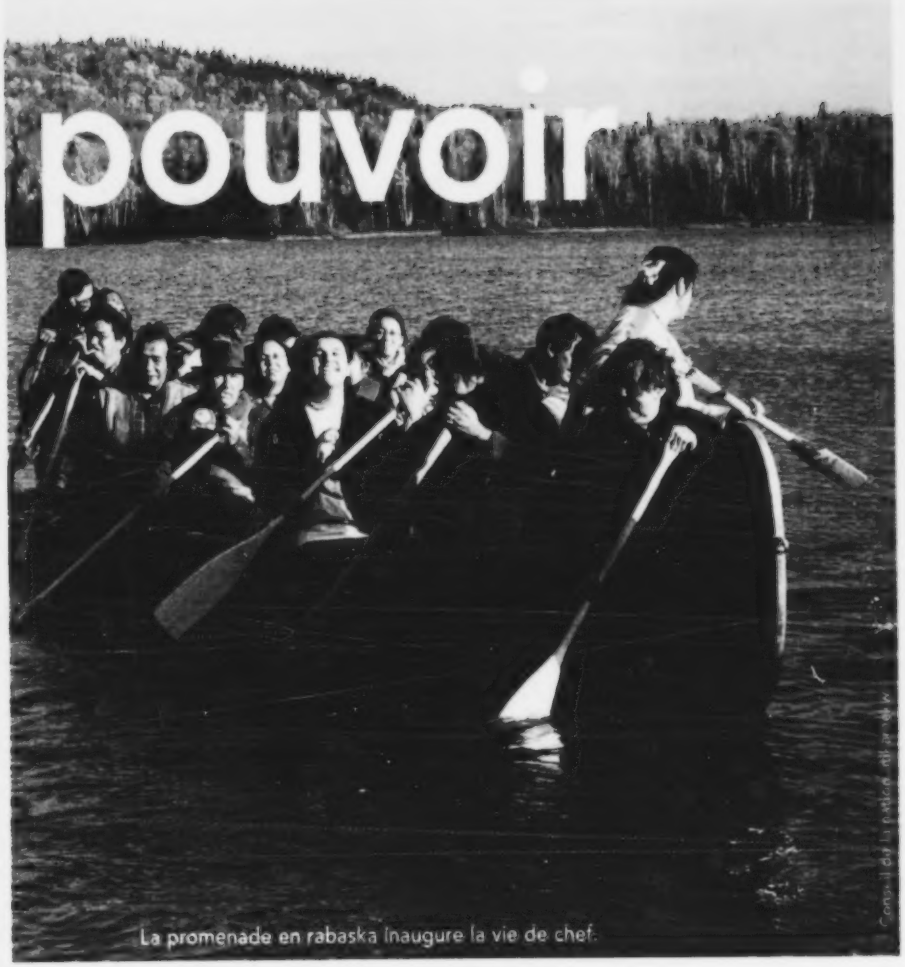
> Aujourd'hui, 90 des 633 conseils de bande reconnus par le gouvernement fédéral ont une femme aux commandes.

Chez les peuples des Premières Nations, même ceux où les femmes exerçaient traditionnellement une grande influence (comme les Mohawks avec leurs mères de clan), le titre de chef était généralement réservé aux hommes. D'où une forte résistance, dans certains milieux, à voir une figure féminine coiffer la traditionnelle parure de plumes.

Mais selon Ellen Gabriel, présidente de Femmes autochtones du Québec, la colonisation a beaucoup contribué à tenir les femmes à l'écart du pouvoir. Autrefois, dit cette Mohawk de Kahnawake, « les chefs et les mères de clan étaient égaux. Ce sont les mères de clan qui nommaient les chefs ». L'influence de la culture patriarcale des

Eva Ottawa à sa cérémonie d'assermentation.

pouvoir



La promenade en rabaska inaugure la vie de chef.

colonisateurs, la Loi sur les Indiens et la création des conseils de bande ont fait perdre aux femmes le statut qu'elles possédaient. « Elles n'étaient rien de plus que des propriétés », dit-elle.

Ce n'est qu'en 1951 que la Loi sur les Indiens a été amendée afin de permettre aux femmes d'accéder au poste de chef de conseil de bande. La première chef, Elsie Marie Knott, a été élue en 1954 à la tête de la nation Curve Lake, près de Peterborough, en Ontario. Aujourd'hui, 90 des 633 conseils de bande reconnus par le gouvernement fédéral ont une femme aux commandes, soit 14 %. Selon Cora Voyageur, c'est en Colombie-Britannique et en Ontario qu'on en trouve le plus.

Au Québec, il y aurait de plus en plus de femmes élues aux conseils de bande – il est difficile d'obtenir des chiffres précis –, mais la proportion de femmes chefs reste en deçà de la moyenne canadienne. En 2006, sur 43 chefs, on n'en comptait que deux : Eva Ottawa chez les Atikamekw et Mary Mark au conseil de bande de Pakua Shipu, une communauté innue de la Basse-Côte-Nord.

« Quand j'étais chef, nous étions trois dans tout le Québec », se rappelle Marcelline Picard-Kanapé. La première Innue à accéder à cette fonction a fait deux mandats consécutifs, de 1992 à 1996, dans la communauté de Betsiamites, près de Baie-Comeau. Première institutrice innue de la Côte-Nord, en 1959, et première conseillère politique, dans les années 1970, elle avait déjà quelques campagnes électorales à son actif. « En 1966, la

Je désire féliciter M^me^ Eva Ottawa, première femme élue à titre de grande chef et présidente du Conseil de la nation atikamekw. Son expérience et ses qualités professionnelles apporteront beaucoup aux communautés de Manawan, d'Obedjiwan et de Wemotaci.

En lui confiant ce mandat, les membres de cette nation démontrent une volonté de changement et accordent une place importante aux femmes autochtones au regard de son développement. Je souhaite à M^me^ Ottawa le meilleur des succès et je tiens à l'assurer de mon entière collaboration dans la poursuite de relations harmonieuses.

Bon succès !

Geoffrey Kelley
Ministre délégué
aux Affaires autochtones

gkelley

Secrétariat
aux affaires
autochtones
Québec

La « pire menace »

On dit aujourd'hui que la pire menace pour un vieux chef, c'est une jeune femme éduquée. « Sur les réserves, les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes à parachever une formation professionnelle », constate Cora Voyageur. Un facteur qui, selon elle, a grandement contribué à propulser les femmes en politique.

Sur les 64 femmes chefs que la sociologue a interviewées pour son étude, 67 % avaient obtenu un diplôme d'études secondaires et 56 % avaient complété une formation postsecondaire. La moyenne d'âge était de 45 ans. La plupart d'entre elles étaient mariées et avaient des enfants. Autre constante : la majorité avaient grandi dans une famille politique.

Cora Voyageur, auteure du livre *Women Chiefs in Canada*, à paraître au printemps.

première fois que je me suis présentée comme chef, je savais que je n'avais aucune chance. À l'époque, c'était impensable d'élire une femme. »

La sociologue Cora Voyageur, elle-même issue de la nation Athabasca Chipewyan et originaire de la réserve de Fort Chipewyan, dans le nord-est de l'Alberta, confirme que les mentalités ont changé au cours des dernières décennies. « Les femmes, qui sont plus éduquées que les hommes, travaillent depuis longtemps dans les services administratifs. Avant, elles pouvaient jouer le rôle de confidentes ou de conseillères, mais leur travail restait dans l'ombre. Aujourd'hui, l'idée qu'elles puissent devenir chefs est devenue beaucoup plus acceptable. »

Et plusieurs les perçoivent comme des leaders pragmatiques. Ce que confirme Marcelline Picard-Kanapé. « Les femmes sont plus terre à terre. Elles ne sont pas là pour le prestige, mais pour travailler au bien-être de leur communauté. » Ellen Gabriel abonde dans le même sens : « Les hommes semblent davantage intéressés par la politique et les questions territoriales. Leurs consœurs ont une vision plus holistique; elles sont davantage susceptibles de soulever des problèmes comme celui de la violence conjugale, par exemple. »

Les attentes sont très grandes envers les leaders féminines. « Pendant ma tournée, plusieurs personnes, dont beaucoup de jeunes, sont venues me voir pour me demander de ne pas mettre de côté les problèmes sociaux », témoigne la jeune chef Eva Ottawa, qui promet de s'attaquer à la consommation de drogue et au suicide.

« Les femmes de ma communauté misaient beaucoup sur moi », relate aussi Marcelline Picard-Kanapé. Malgré son expérience comme membre du conseil et ses 30 années dans l'enseignement et la direction d'école, cette grande dame, nommée chevalier de l'Ordre national du Québec en 2005, ne cache pas que son chapeau de chef a été lourd à porter. Pas facile de défendre certains dossiers dans des assemblées presque exclusivement masculines ou encore de susciter des changements dans une communauté qui vit une profonde crise. « À la fin, je me posais la question : "Est-ce qu'il m'est plus facile de changer des choses comme chef ou comme directrice d'école, en travaillant avec les jeunes pour leur inoculer le goût de relever des défis ?" »

Aujourd'hui retraitée de l'École secondaire Uashkaikan, Marcelline Picard-Kanapé ne regrette pas son passage à la tête du conseil de bande. Elle est heureuse d'avoir démontré qu'une femme pouvait être chef chez les Innus. Elle croit aussi qu'une présence féminine accrue dans les cercles du pouvoir contribue à faire évoluer les priorités des leaders masculins. « Les hommes chefs sont aujourd'hui beaucoup plus sensibles à des problèmes comme le manque d'eau potable ou le suicide. »

Le rôle de chef de conseil de bande – une création du gouvernement fédéral – ne fait pas le bonheur de toutes. Dans

La « pire menace »

On dit aujourd'hui que la pire menace pour un vieux chef, c'est une jeune femme éduquée. « Sur les réserves, les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes à parachever une formation professionnelle », constate Cora Voyageur. Un facteur qui, selon elle, a grandement contribué à propulser les femmes en politique.

Sur les 64 femmes chefs que la sociologue a interviewées pour son étude, 67 % avaient obtenu un diplôme d'études secondaires et 56 % avaient complété une formation postsecondaire. La moyenne d'âge était de 45 ans. La plupart d'entre elles étaient mariées et avaient des enfants. Autre constante : la majorité avaient grandi dans une famille politique.

Cora Voyageur, auteure du livre *Women Chiefs in Canada*, à paraître au printemps.

première fois que je me suis présentée comme chef, je savais que je n'avais aucune chance. À l'époque, c'était impensable d'élire une femme. »

La sociologue Cora Voyageur, elle-même issue de la nation Athabasca Chipewyan et originaire de la réserve de Fort Chipewyan, dans le nord-est de l'Alberta, confirme que les mentalités ont changé au cours des dernières décennies. « Les femmes, qui sont plus éduquées que les hommes, travaillent depuis longtemps dans les services administratifs. Avant, elles pouvaient jouer le rôle de confidentes ou de conseillères, mais leur travail restait dans l'ombre. Aujourd'hui, l'idée qu'elles puissent devenir chefs est devenue beaucoup plus acceptable. »

Et plusieurs les perçoivent comme des leaders pragmatiques. Ce que confirme Marcelline Picard-Kanapé. « Les femmes sont plus terre à terre. Elles ne sont pas là pour le prestige, mais pour travailler au bien-être de leur communauté. » Ellen Gabriel abonde dans le même sens : « Les hommes semblent davantage intéressés par la politique et les questions territoriales. Leurs consœurs ont une vision plus holistique; elles sont davantage susceptibles de soulever des problèmes comme celui de la violence conjugale, par exemple. »

Les attentes sont très grandes envers les leaders féminines. « Pendant ma tournée, plusieurs personnes, dont beaucoup de jeunes, sont venues me voir pour me demander de ne pas mettre de côté les problèmes sociaux », témoigne la jeune chef Eva Ottawa, qui promet de s'attaquer à la consommation de drogue et au suicide.

« Les femmes de ma communauté misaient beaucoup sur moi », relate aussi Marcelline Picard-Kanapé. Malgré son expérience comme membre du conseil et ses 30 années dans l'enseignement et la direction d'école, cette grande dame, nommée chevalier de l'Ordre national du Québec en 2005, ne cache pas que son chapeau de chef a été lourd à porter. Pas facile de défendre certains dossiers dans des assemblées presque exclusivement masculines ou encore de susciter des changements dans une communauté qui vit une profonde crise. « À la fin, je me posais la question : "Est-ce qu'il m'est plus facile de changer des choses comme chef ou comme directrice d'école, en travaillant avec les jeunes pour leur inoculer le goût de relever des défis ?" »

Aujourd'hui retraitée de l'École secondaire Uashkaikan, Marcelline Picard-Kanapé ne regrette pas son passage à la tête du conseil de bande. Elle est heureuse d'avoir démontré qu'une femme pouvait être chef chez les Innus. Elle croit aussi qu'une présence féminine accrue dans les cercles du pouvoir contribue à faire évoluer les priorités des leaders masculins. « Les hommes chefs sont aujourd'hui beaucoup plus sensibles à des problèmes comme le manque d'eau potable ou le suicide. »

Le rôle de chef de conseil de bande – une création du gouvernement fédéral – ne fait pas le bonheur de toutes. Dans

la tradition amérindienne, « ce rôle consistait à écouter les gens, à les défendre et à les représenter », affirme Ellen Gabriel. Selon elle, la Loi sur les Indiens et la destruction délibérée des structures politiques traditionnelles des Premières Nations ont entraîné les problèmes actuels de gouvernance dans les communautés autochtones, régulièrement secouées par des scandales financiers et des crises de confiance. Plutôt que d'imiter les mœurs politiques des Blancs, les autochtones devraient revenir à leurs valeurs ancestrales, croit cette traditionaliste.

L'expression *chef* lui paraît aussi dépassée. « Comme c'est un terme traditionnellement associé à une position masculine, on devrait le changer, et choisir un mot qui correspondrait mieux à ce que cela doit être, quelque chose comme *conseiller* ou *représentant* », poursuit la présidente de Femmes autochtones du Québec.

> « Les femmes sont davantage susceptibles de soulever des problèmes comme celui de la violence conjugale. »
> Ellen Gabriel

C'est avec un programme en grande partie basé sur l'ouverture et la transparence qu'Eva Ottawa a remporté son élection au Conseil de la nation atikamekw, qui regroupe les communautés de Manawan, de Wemotaci et d'Obedjiwan. « Je veux impliquer le plus de gens possible dans nos projets, les informer sur le processus de négociation en cours avec le gouvernement et les consulter », répète-t-elle.

Eva Ottawa a toujours travaillé pour les siens. Dans les années 1990, l'étudiante en sociologie à l'Université Laval passe tous ses étés dans sa région, où elle participe à divers projets communautaires visant à améliorer le sort des jeunes, à combattre le suicide et la violence. Elle s'implique ensuite dans le processus de négociation avec les deux paliers de gouvernement en vue d'obtenir l'autonomie gouvernementale. Elle travaille notamment comme recherchiste pour la commission sur la constitution atikamekw, ce qui la conduit à mener des consultations dans les trois communautés. À 29 ans, elle décide de compléter un deuxième baccalauréat – en droit – pour mieux maîtriser le vocabulaire juridique qu'elle doit expliquer à ses concitoyens.

Comme Marcelline Picard-Kanapé, Eva Ottawa baigne dans la politique depuis son enfance. « Mon père et mon grand-père ont été chefs », confie-t-elle. Mère d'une adolescente de 16 ans, la jeune grande chef ne se repose pas souvent à la maison. Entre La Tuque, où se trouve le siège du Conseil de la nation atikamekw, Manawan, Wemotaci et Obedjiwan, les trois communautés disséminées dans la forêt qu'elle représente, et Masteuiash, au Lac-Saint-Jean, où elle vit avec son mari et sa fille, elle voyage tout le temps. « Depuis le début de mes études, je suis habituée à faire de la route », dit-elle avec le sourire modeste qui la caractérise.

Selon Marcelline Picard-Kanapé, « le plus grand défi des femmes chefs est de réussir à élever leur famille tout en assumant les lourdes responsabilités qui viennent avec leur titre ». Pour y parvenir, il faut un conjoint ouvert d'esprit et coopératif. « J'avais quatre adolescents à la maison quand je suis devenue chef. Heureusement que mon mari, retraité à l'époque, s'occupait des repas, car moi j'étais toujours partie aux quatre vents ! »

Eva Ottawa peut aussi compter sur le soutien de son époux, Carl Cleary, un Innu qui partage sa passion pour la politique. C'est lui qui s'occupe de leur fille quand maman est loin de la maison. Tous deux forment un couple modèle. Jeunes, éduqués, pleins d'enthousiasme, ils représentent une nouvelle génération d'autochtones désireux de prendre leur destin en main. Leur fille suivra-t-elle la même voie ? « J'espère ! » répond sa mère en riant, tout en précisant que l'adolescente hésite encore entre une carrière de policière, de vétérinaire… ou de politicienne. ::

:: Gazette DES FEMMES

La *Gazette des femmes* vous propose le service à la clientèle **INFO-ABONNEMENT**

POUR VOUS ABONNER OU OFFRIR UN ABONNEMENT-CADEAU
www.gazettedesfemmes.com

VOUS DÉMÉNAGEZ ?
Assurez-vous que la *Gazette des femmes* vous suive partout !

:: pensez à nous aviser de votre nouvelle adresse (prière de préciser votre ancienne adresse) ;

:: pour signaler un problème de livraison ou un numéro manquant ;

:: pour renouveler votre abonnement ;

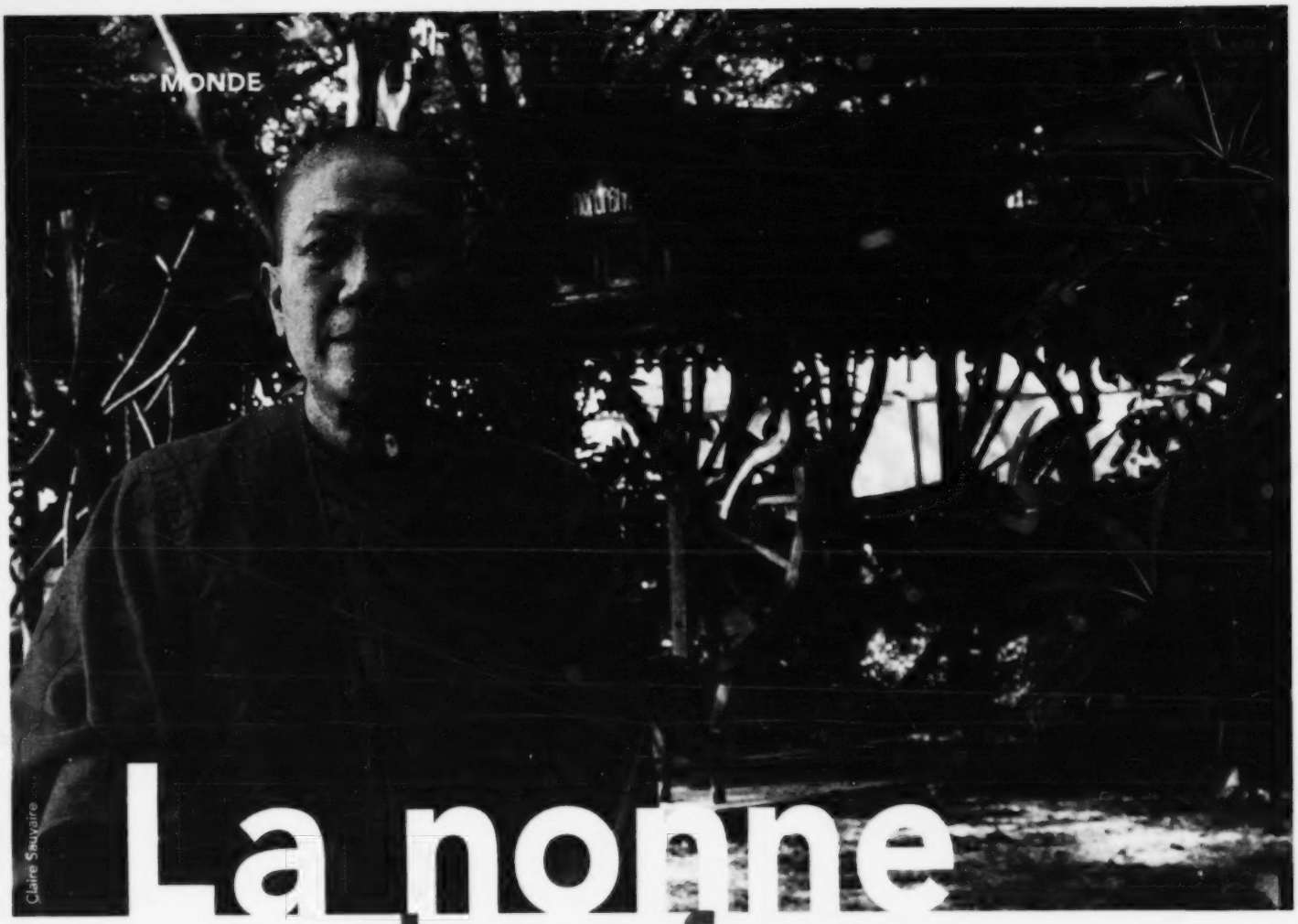
:: pour commander vos abonnements-cadeaux.

SIMPLE ET RAPIDE !
Par courriel :
gazettefemmes@postexperts.com
OU
Écrivez-nous :
Gazette des femmes
Service aux abonnements
4380, rue Garand
Ville Saint-Laurent (Québec)
H4R 2A3

Par téléphone :
1 800 665-5372

Par télécopieur :
514 333-9795

INFO-ABONNEMENT



Claire Sauvaire

La nonne en robe safran

Elle est la première nonne bouddhiste ordonnée selon le rite de la Thaïlande. Dhammananda entend instaurer un ordre religieux féminin et donner à toutes accès à la spiritualité.

par Claire Sauvaire

Une embardée sur la droite, quelques coups de klaxon et le pousse-pousse motorisé se faufile dans le flot assourdissant des véhicules. Puis soudain, il débouche dans un parc verdoyant semé de bâtiments aux toits dentelés. À l'entrée, un bouddha géant accueille les visiteurs. Nous voilà au temple Wat Kalyani, dans le village de Nakhon Pathom, à une cinquantaine de kilomètres de Bangkok. Le seul temple de Thaïlande dirigé par une femme…

Dhammananda nous reçoit dans son bureau. Ordinateur portable, téléphone, piles de dossiers : le lieu n'est pas conforme à l'image présumée d'une nonne bouddhiste. « La majorité des gens pensent qu'une bonne nonne doit vivre à l'écart du monde, constate la sexagénaire. Pourtant, être *bhikkhuni* [moniale] ne signifie pas se replier sur soi-même. Je crois que j'ai davantage de travail aujourd'hui que j'en avais dans ma vie laïque ! »

En Thaïlande, Dhammananda est l'une des rares femmes à se draper de la robe de soie safran traditionnellement portée par les hommes de la communauté monastique. Un privilège que lui vaut son ordination en tant que *bhikkhuni* selon la tradition bouddhiste en vigueur dans son pays, dite theravada. Le point de départ d'un ambitieux projet : l'établissement d'une communauté de femmes ordonnées.

Cette forme de bouddhisme ne reconnaît que les premiers textes sacrés. Plus de 100 millions de fidèles la pratiquent, surtout en Asie du Sud-Est.

Son ordination, en 2001, a semé la pagaille dans les rangs monastiques. Qualifiée d'imposteur, Dhammananda a reçu des lettres menaçantes de la part de moines et a fait l'objet d'une enquête gouvernementale (qui n'a toutefois pas donné lieu à des poursuites). « Si mes censeurs sont confus, c'est parce que les moines de notre pays ont subi un lavage de cerveau depuis le début. Ils ont une compréhension faussée de l'ordination des femmes », lance-t-elle sans mâcher ses mots – attitude d'autant plus surprenante que la discrétion est une qualité appréciée ici.

Il y a déjà eu des *bhikkhunis* en Thaïlande. Mais elles ont disparu vers le 11e siècle, sur tout le territoire du

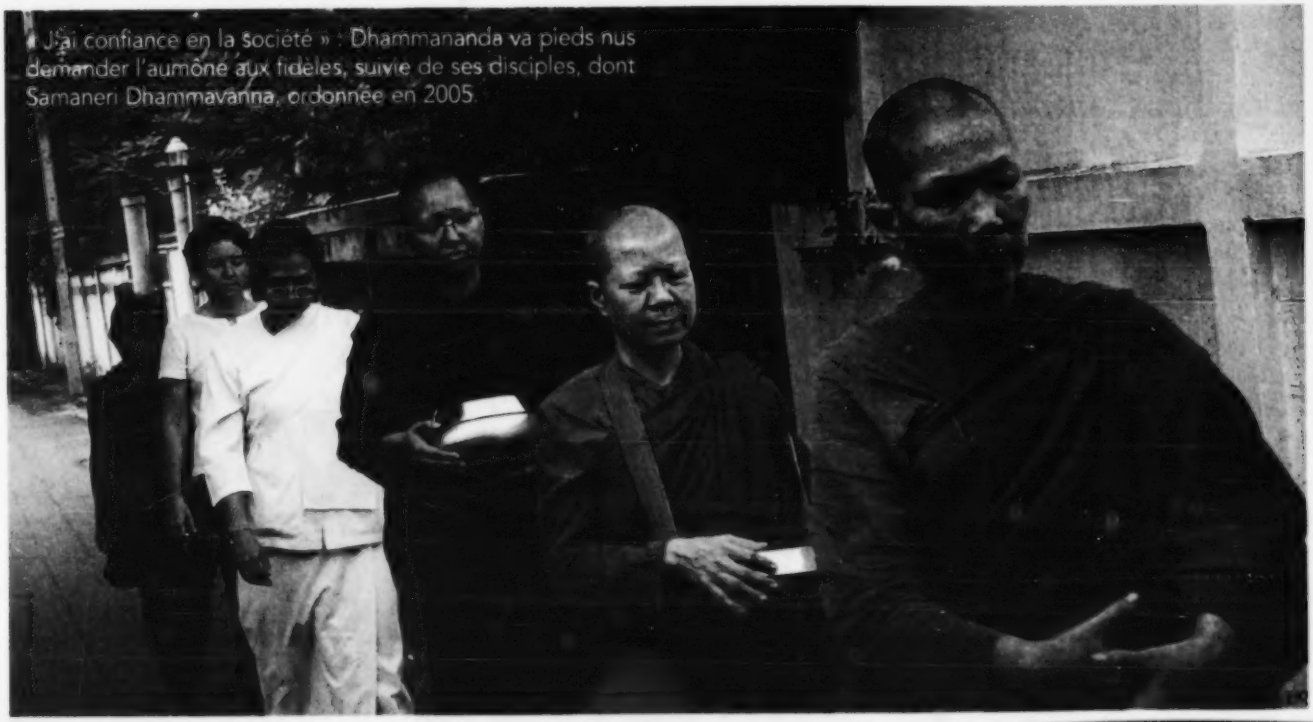
> Qualifiée d'imposteur, Dhammananda a reçu des lettres menaçantes de la part de moines.

bouddhisme theravada. Or, selon les autorités religieuses thaïlandaises, il est impossible de procéder à une ordination sans les descendants directs de la lignée originelle. À leurs yeux, toute rupture du lien maître-disciples qui permet la transmission de l'enseignement est définitive. Il n'y a donc plus personne pour ordonner les femmes désireuses de consacrer leur vie à la spiritualité. « L'ordination d'une femme nécessite la présence de cinq *bhikkhunis*, précise la bonzesse. Comme il n'en existait pas en Thaïlande, je suis allée au Sri Lanka. »

La renaissance des nonnes theravada

C'est à la requête de sa tante et de sa belle-mère que le Bouddha aurait accepté la formation d'une communauté religieuse féminine, reconnaissant ainsi l'égal potentiel spirituel des hommes et des femmes. Pendant des siècles, les *bhikkhunis* contribuent à répandre la pensée bouddhiste. La tradition theravada, littéralement « voie des anciens », s'implante en Inde, au Sri Lanka, en Thaïlande et au Myanmar (entre autres). La mahayana, qui reconnaît des textes sacrés plus récents, gagne notamment la Chine, le Tibet, le Japon et le Vietnam.

Des communautés de moniales s'installent au Sri Lanka au 3e siècle, puis en Thaïlande au 5e siècle. Mais elles s'éteignent entre le 11e et le 13e siècle dans tous les pays theravada, probablement en raison de guerres civiles et de l'avancée de l'islam. Les seules lignées originelles de *bhikkhunis* qui ont subsisté jusqu'à aujourd'hui sont de tradition mahayana, comme à Taïwan et en Corée. Ce sont elles qui ont permis à leurs « sœurs » theravada de renaître en supervisant les premières ordinations modernes, célébrées au Sri Lanka en 1996. Un subterfuge technique qui sert d'argument à certains moines pour justifier l'invalidité de ces ordinations. L'opposition reste vive en Thaïlande; au Sri Lanka, en revanche, on comptait environ 400 *bhikkhunis* en 2004.



« J'ai confiance en la société » : Dhammananda va pieds nus demander l'aumône aux fidèles, suivie de ses disciples, dont Samaneri Dhammavanna, ordonnée en 2005.

Dans ce pays voisin, l'ordre des moniales theravada, aussi disparu au 11e siècle, a vécu une résurrection en 1996. Dix femmes ont alors été ordonnées avec l'aide de bonzesses d'un autre courant bouddhiste appelé mahayana (voir encadré page 29). Dhammananda a suivi les évènements de près. Trois ans plus tôt, elle avait cofondé l'organisation internationale Filles de Bouddha, qui promeut le statut de *bhikkhuni* et favorise l'accès à l'éducation des moniales asiatiques.

Chatsumarn Kabilsingh – c'est son nom de naissance – n'a que 10 ans lorsque sa mère, Voramai, s'autoproclame nonne, en 1956. « Elle a transformé notre maison en temple pour femmes ! » La demeure familiale héberge une école primaire, un orphelinat et une presse pour imprimer un mensuel bouddhiste. Voramai suit les huit préceptes fondamentaux du Bouddha et elle est respectée localement. Mais en se drapant de la robe de soie safran, réservée aux ordonnés, elle s'attire les foudres des autorités religieuses, qui ne reconnaissent pas la légitimité de son temple.

Sa fille reçoit une éducation bouddhiste poussée. Elle obtient sa maîtrise en religion et philosophie à l'Université McMaster, en Ontario. À l'Université de Magadh, en Inde, elle rédige une thèse de doctorat sur son sujet favori : le statut des nonnes bouddhistes. « J'ai découvert à ce moment-là qu'il était possible pour ma mère de se faire ordonner à Taïwan, selon la tradition mahayana. » Elle l'aide alors à réaliser son rêve.

Chatsumarn Kabilsingh est encore loin de se douter que le service rendu à sa mère guidera ses pas jusqu'à sa propre ordination. Quand elle décide de prêter serment, à 54 ans, c'est une femme accomplie, mère de trois enfants.

1. Respecter toute vie. 2. Ne pas voler. 3. Éviter le plaisir sexuel. 4. Ne pas mentir. 5. Ne pas consommer d'intoxicants (alcool, drogue, tabac). 6. Ne pas manger après l'heure du midi. 7. Ne pas céder aux distractions (musique, chant, danse, soins esthétiques). 8. Éviter les meubles luxueux.

Claire Sauvaire

Les moniales bouddhistes vivent d'aumônes, comme les moines. Les fidèles leur offrent du riz, des légumes ou des douceurs sucrées.

Professeure de philosophie bouddhiste à l'Université Thammasat, à Bangkok, depuis 20 ans, et responsable des études indiennes au gouvernement, elle affiche le profil type de la femme hyperactive qui hante les conférences internationales.

C'est dans le temple de sa mère, un havre de paix propice à la méditation, que Dhammananda élit domicile. Au village, la bonzesse s'impose facilement comme l'égale des moines. « Les gens m'ont immédiatement acceptée parce qu'ils connaissaient ma mère, reconnaît-elle. La première fois que je suis sortie, ils y étaient préparés. Certains marchands avaient même commencé à vendre de la nourriture végétarienne pour que les habitants puissent m'en offrir ! »

Plusieurs fois par semaine, aux premières lueurs du jour, la *bhikkhuni* parcourt les rues pieds nus pour l'aumône. Au coin des maisons, à l'entrée des jardins, les fidèles attendent son passage munis de petits sachets de riz, de légumes ou de douceurs sucrées. Les offrandes feront office de repas pendant deux ou trois jours.

Dhammananda respecte les 311 règles édictées par le Bouddha à l'intention des *bhikkhunis*, comme celle de ne pas manger après midi. Deux fois par jour, elle prie devant un petit autel paré de fleurs, de statuettes et de bougies, où trônent deux statues de l'Éveillé. Et elle initie trois novices qui, suivant ses traces, ont elles aussi choisi la vie de nonne.

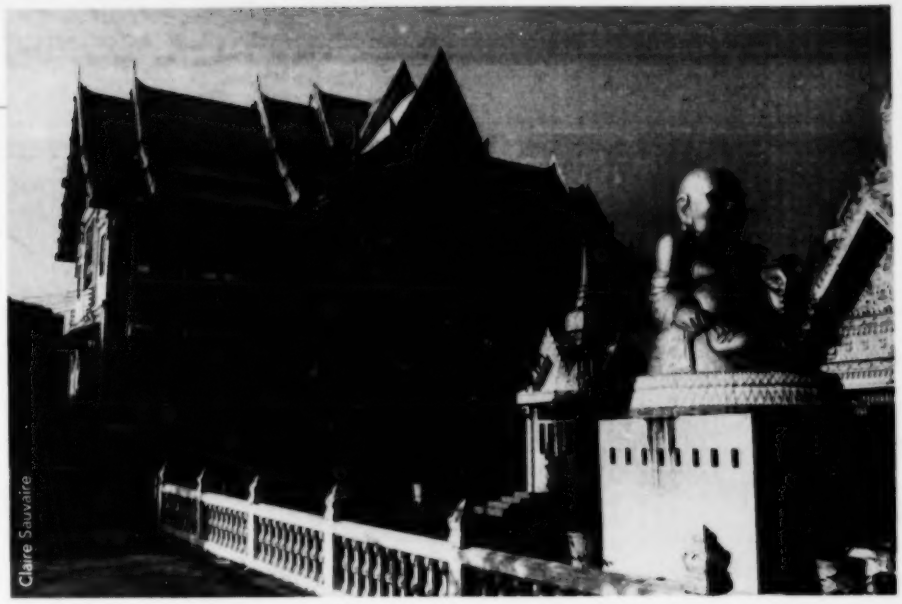
La bonzesse accueille également des fidèles qui restent plusieurs jours dans cette atmosphère apaisante. « C'est mon devoir de recevoir les gens. S'ils viennent avec une souffrance, je dois pratiquer la compassion et les écouter », explique-t-elle. Femmes retraitées, étrangères curieuses ou fidèles perturbées par le monde viennent s'y ressourcer ou s'instruire sur les enseignements du Bouddha. Il n'est pas rare non plus d'y croiser des reporters. « L'autre jour, une radio voulait avoir

mon avis sur les femmes battues par leur mari ivrogne. Les journalistes me consultent souvent pour savoir ce qu'une *bhikkhuni* pense de la condition des femmes en Thaïlande. »

À la lumière des paroles proférées par le Bouddha, Dhammananda s'est faite l'apôtre de l'égalité spirituelle des sexes. Et elle dénonce la perversion d'un système qui légitime l'infériorité des femmes sur le plan religieux.

« Les Thaïlandaises sont persuadées qu'elles portent le fardeau d'un mauvais karma simplement parce qu'elles sont du sexe féminin », déplore-t-elle. Autrement dit, elles sont convaincues de s'être réincarnées en femmes à cause d'une mauvaise conduite dans leur vie antérieure ! Persuadées de leur infériorité et confortées en cela par la gent masculine, elles adoptent un comportement qui les cantonne dans une position sociale peu élevée – par exemple, en investissant peu dans leur éducation.

Dhammananda n'en juge que plus vital l'établissement d'une communauté de *bhikkhunis* qui pourraient représenter un modèle positif pour leurs concitoyennes. Elle va jusqu'à établir un lien direct entre l'absence de femmes dans les institutions bouddhiques et l'explosion du commerce charnel en Thaïlande, où vivraient entre 700 000 et un million de prostituées. « Les gens ne font pas toujours le lien entre l'ordination des femmes et la prostitution, admet-elle. Mais c'est parce que les femmes ont une image négative d'elles-mêmes qu'elles sont poussées à cette extrémité. Pourquoi la porte du temple se fermerait-elle aux femmes ordonnées alors que celle qui mène au bordel est largement ouverte ? »



Le temple Wat Kalyani, près de Bangkok, fondé en 1956 par la mère de Dhammananda.

En fait, il existe des nonnes en Thaïlande, les *macchis*. Mais ces femmes au statut ambigu, ni tout à fait laïque ni entièrement religieux, sont de fait exclues de la communauté monastique. La coutume veut qu'elles portent une toge blanche pour se distinguer de l'ensemble des ordonnés. Issues pour la plupart de milieux défavorisés – il s'agit souvent de veuves, d'épouses abandonnées ou de femmes simplement pauvres –, elles sont soupçonnées de renoncer à la vie laïque pour trouver au temple une position sociale, le gîte et le couvert. « Ces femmes deviennent nonnes parce qu'elles n'ont pas le choix, lance la *bhikkhuni*. Celles qui vivent à proximité des moines sont considérées comme des domestiques chargées des tâches ménagères. »

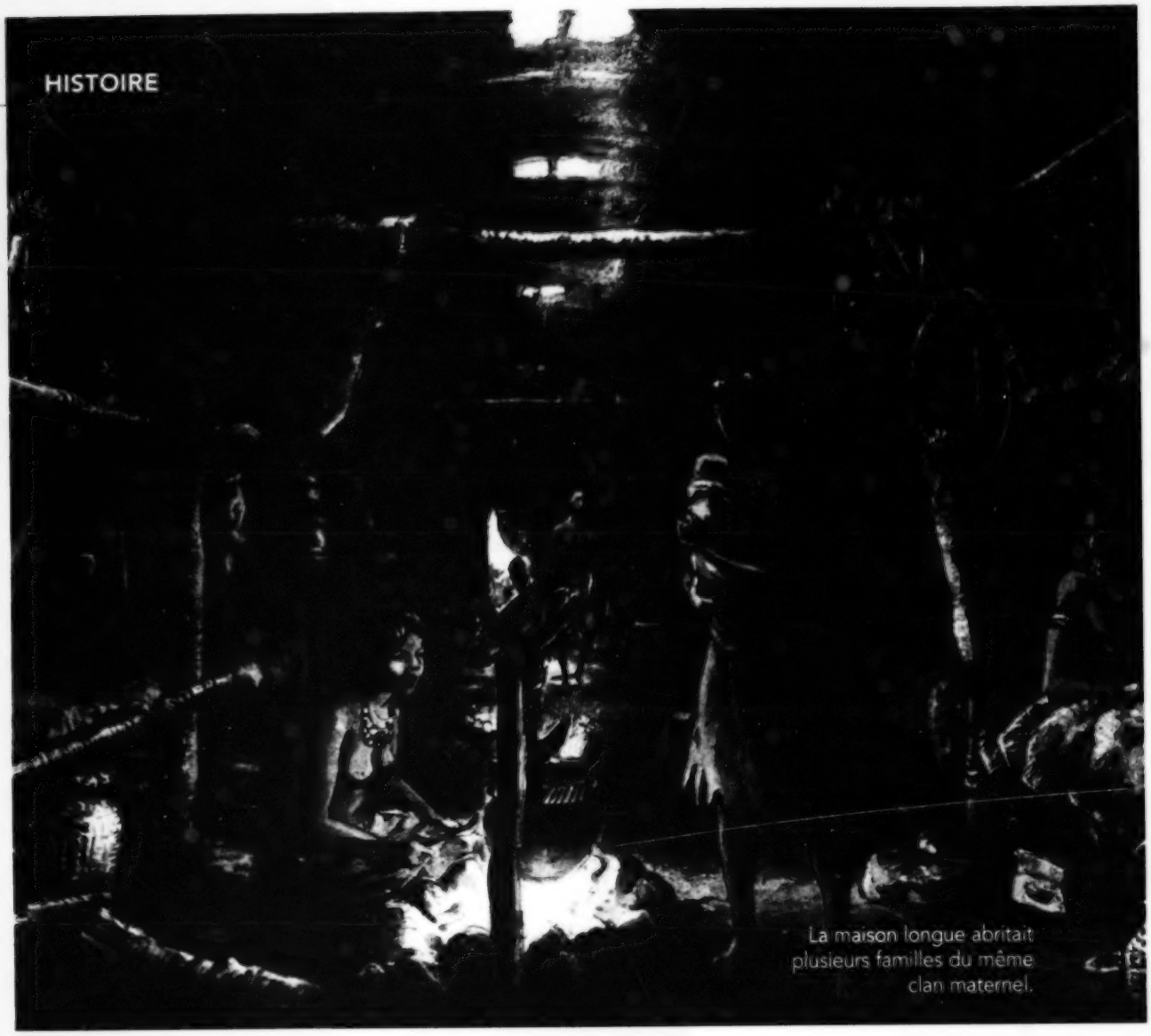
> « Les Thaïlandaises sont persuadées qu'elles portent le fardeau d'un mauvais karma simplement parce qu'elles sont du sexe féminin. »

Selon Dhammananda, les quelque 10 000 « femmes en blanc » que compte la Thaïlande n'ont pas la crédibilité requise pour jouer le rôle de guide spirituel. « Des études ont montré que 85 % des *macchis* n'avaient pas étudié au-delà de l'école primaire. Et très peu d'entre elles ont eu accès à un véritable enseignement de la philosophie bouddhiste. »

Une aberration pour cette érudite, qui voit dans l'éducation une condition nécessaire à la reconnaissance de l'égalité spirituelle des deux sexes. Son temple est d'ailleurs le seul endroit qui offre aux femmes une éducation religieuse sérieuse. L'année dernière, une soixantaine de fidèles – travailleuses ou étudiantes, thaïlandaises ou étrangères – y ont suivi une formation. Au programme : théorie du bouddhisme et entraînement à la méditation pendant trois mois.

Malgré la défiance du « haut clergé », la bonzesse ne doute pas un instant que son acharnement au travail portera ses fruits. « J'ai confiance en la société, dit-elle. Le changement arrivera. Je ne peux pas dire quand, mais il viendra. » Sa patience est déjà récompensée : Samaneri Dhammavanna, l'une de ses novices, a reçu l'ordination dans l'enceinte même du temple, en décembre 2005. ::

– Type de nonnes apparu en Thaïlande vers le 13e siècle pour suppléer à l'ordre féminin monastique theravada. Aujourd'hui, elles sont souvent méprisées et cantonnées à des tâches d'intendance dans les temples ou de travail social (garderies, centres de femmes, etc.).



La maison longue abritait plusieurs familles du même clan maternel.

La maison-mère

Au 16e siècle, les Iroquoiennes du Saint-Laurent vivaient avec mari et enfants dans la maison de leur mère. Grâce à leurs poteries, on redécouvre une fascinante société matrilinéaire.

par Sophie Doucet

Le 3 octobre 1535, l'explorateur français Jacques Cartier découvre, sur une terrasse du mont Royal, un village indien d'une cinquantaine de maisons longues, Hochelaga. Dans son carnet de voyage, il décrit l'agglomération de forme ronde, la palissade de bois qui l'entoure et ses habitations en écorce de cèdre. Et il note un fait qui l'étonne : « Ici, les femmes travaillent sans comparaison plus que les hommes ! »

Illustration de Francis Back

Jusqu'au 6 mai, Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, nous invite à la découverte d'un peuple surprenant. Les Iroquoiens du Saint-Laurent ont été les architectes des villages d'Hochelaga et de Stadaconé, qui s'élevaient quelque part sur les territoires actuels de Montréal et de Québec. Un peuple – mystérieusement disparu au 16e siècle – où les femmes constituaient le pivot de l'organisation sociale. Et où on croyait qu'une divinité féminine avait présidé à la création du monde.

Les Iroquoiens du Saint-Laurent font partie de la grande famille linguistique des Iroquoiens, au même titre que leurs cousins Iroquois ou Hurons-Wendats. Sédentaires, ils ont été les premiers à cultiver la terre qui s'étend de l'embouchure du lac Ontario à l'estuaire du Saint-Laurent, des deux côtés du fleuve, où ils ont vécu entre l'an 1000 et 1600. Ils y plantaient du maïs, une plante venue du Mexique par le libre-échange de l'époque. Mais on devrait plutôt dire *elles* plantaient… Car chez ces Iroquoiens, la terre, c'était le domaine des femmes.

Comme les hommes passaient la plus grande partie de l'année à la chasse, à la pêche ou à la guerre, les femmes tenaient le fort au village. Et elles le tenaient à bout de bras, comme l'a remarqué Cartier ! Souvent pieds nus dans les champs, un enfant ficelé au dos sur un porte-bébé de bois, elles faisaient les semailles et les moissons, au gros soleil ou aux grands vents.

Par temps froid, à l'abri sous les arbres ou dans la maison longue enfumée, elles évidaient le cerf et les poissons, cuisinaient la soupe de maïs ou le pain de maïs. On les voyait aussi transporter le bois de chauffage et l'eau, cueillir les petits fruits, coudre les vêtements, fabriquer les filets à pêche, les paniers, les vases en terre cuite.

Ces vases qu'elles utilisaient pour la cuisson et la conservation des aliments sont aujourd'hui de vraies pépites d'or pour les archéologues ! Leurs fragments retrouvés dans la terre constituent l'indice le plus sûr du passage des Iroquoiens du Saint-Laurent sur un territoire. En effet, ils sont ornés de motifs propres à ce peuple, en forme d'épis de maïs ou de cercles tracés au roseau. Des motifs qui nous révèlent que les Iroquoiennes étaient aussi des artistes.

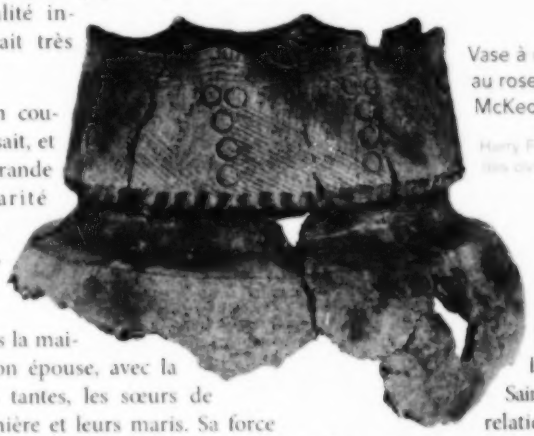
Ces vases qu'elles fabriquaient sont aujourd'hui de vraies pépites d'or pour les archéologues !

Ces femmes élevaient en moyenne deux ou trois enfants chacune, dit Louise Pothier, l'archéologue chargée de l'exposition à Pointe-à-Callière. On ignore si les Iroquoiens avaient découvert des moyens de régulation des naissances. Mais on sait, par le nombre de petits squelettes retrouvés sur les sites archéologiques, que le taux de mortalité infantile était très élevé.

Quand un couple s'unissait, et c'est la grande particularité de cette société, l'homme allait vivre dans la maison de son épouse, avec la mère, les tantes, les sœurs de cette dernière et leurs maris. Sa force de travail servait désormais le clan de sa femme. Leurs enfants faisaient aussi partie de cette famille maternelle élargie, qui portait un nom comme clan de l'ours, de la tortue ou du castor. On parle donc d'une société matrilocale et matrilinéaire.

« Ce qui ne veut pas dire que c'était une société matriarcale », prévient Louise Pothier. En effet, chez les Iroquoiens du Saint-Laurent, les décisions étaient prises par des chefs civils masculins. Néanmoins, les femmes les plus âgées du village, qui étaient dans la cinquantaine, participaient au processus de nomination et étaient très écoutées. « Il arrivait qu'en cas de désaccord, elles aient le dernier mot », dit l'archéologue.

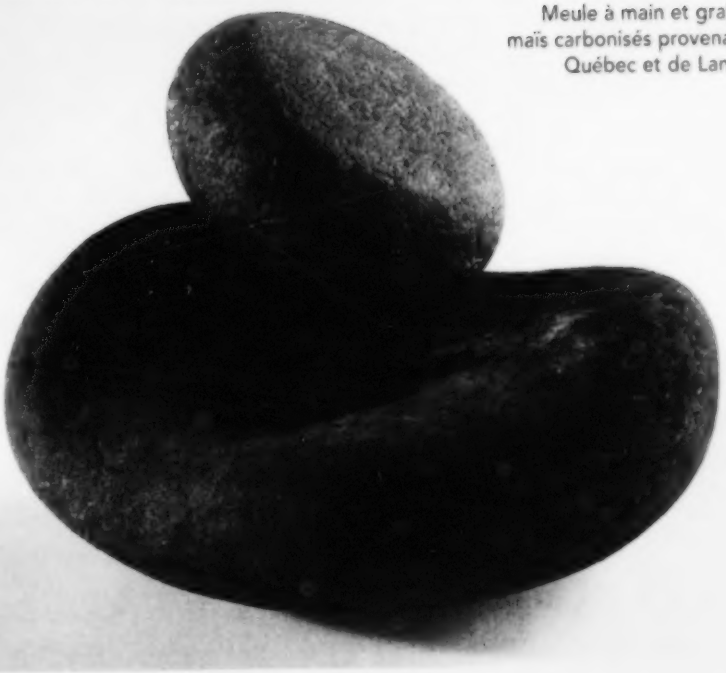
Tous ces détails sur les Iroquoiens du Saint-Laurent, nous les devons aux explorateurs et missionnaires qui les ont rencontrés. Ils en ont brossé un portrait vivant et coloré. Ils ont décrit les grandes fêtes qu'ils organisaient, où l'on mangeait, dansait et chantait bruyamment jusque tard dans la nuit. Ils ont parlé de leur talent oratoire. Ces gens qui ne possédaient pas l'écriture accordaient en effet beaucoup d'importance à la parole, qu'ils avaient facile et exubérante. Les Européens ont aussi souligné leur amour des jeux de hasard, où, ont-ils rapporté, les Iroquoiens pouvaient gager jusqu'au morceau de cuir qui couvrait leur sexe !



Vase à motif de ponctuation au roseau, site Maynard-McKeown, Ontario

Harry Foster, Musée canadien des civilisations

Entre Européens et Iroquoiens du Saint-Laurent, les relations étaient parfois cordiales, parfois tendues, dit Louise Pothier. Chacun portait des jugements sur l'autre. Ainsi, Jacques Cartier a émis des commentaires condescendants sur l'habillement plutôt rudimentaire des Iroquoiens. Ces derniers, de leur côté, estimaient que les poils au visage de leurs visiteurs étaient du plus mauvais goût ! Cela dit, tout ce qui est rapporté par les chroniqueurs doit être



Jacques Beardsell, Centre de conservation du Québec

Meule à main et grains de maïs carbonisés provenant de Québec et de Lanoraie.

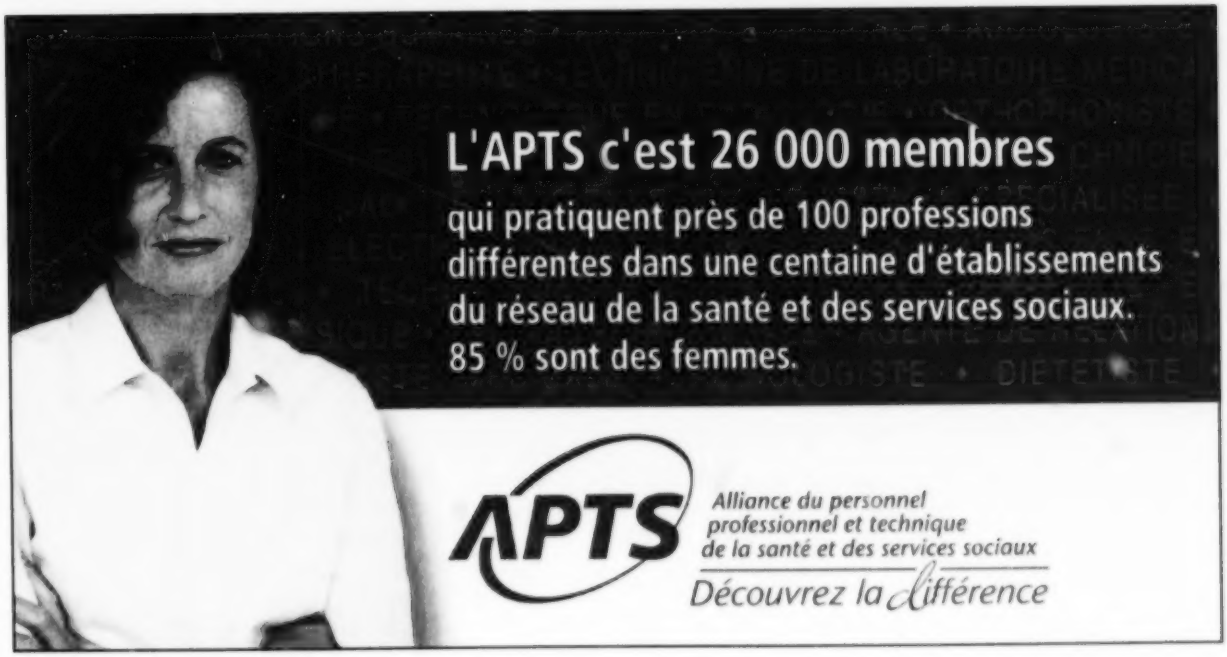
considéré avec un esprit critique. « Ils écrivaient sur un monde qu'ils connaissaient peu, qu'ils percevaient avec leurs valeurs », dit Louise Pothier.

Depuis les années 1970, l'archéologie a permis de confirmer et d'infirmer certains de leurs dires. Des sites archéologiques comme celui de la Pointe-du-Buisson, à Melocheville, et de Lanoraie, sur la rive nord du fleuve, ont fourni des centaines d'indices sur le mode de vie des Iroquoiens du Saint-Laurent. On y a notamment découvert des fragments de crânes humains qui, selon les spécialistes, auraient été portés en pendentif, peut-être en hommage aux morts.

Si les Iroquoiens du Saint-Laurent étaient environ 10 000 dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque des voyages de Cartier, entre 1534 et 1542, ils n'occupaient plus le territoire lors de l'arrivée de Champlain, quelques décennies plus tard. Avaient-ils été décimés par une maladie ou par la guerre ? Avaient-ils déménagé ? Avaient-ils été assimilés ou avaient-ils volontairement joint d'autres sociétés autochtones ? Le mystère demeure entier, mais l'hypothèse de la dispersion sur le territoire est la plus plausible. ::

À visiter : *Iroquoiens du Saint-Laurent, peuple du maïs*, à Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, jusqu'au 6 mai. www.pacmusee.qc.ca

À lire : Roland Tremblay, *Les Iroquoiens du Saint-Laurent, peuple du maïs*, Éditions de l'Homme, 2006.



Ondes féministes

Des émissions de radio féministes ? Mais oui, ça existe !

par Julie Rhéaume

Trois des animatrices d'*Ainsi squattent-elles*, à CKIA : Ève-Marie Lacasse, Joëlle Gauvin-Racine et Évelyne Dubuc-Dumais

En 2005, quand Anik Salas a déposé son projet d'émission à CFOU, la radio de l'Université du Québec à Trois-Rivières, elle s'est contentée de dire qu'il était destiné aux femmes. « Souvent, lorsqu'on dit le mot *féministe*, les gens sont réfractaires », constate l'animatrice de 29 ans. Pourtant, chaque mercredi soir, *Lakshmi* informe sur l'exercice du pouvoir, sur les veuves hindoues… « C'est un rendez-vous avec le monde tel qu'il est vu par les femmes. »

Dans les radios alternatives du Québec, plusieurs animatrices conçoivent bénévolement des émissions féministes. La plupart sont très engagées. « Si je n'étais pas militante, je ne ferais pas cette émission », convient Monique Foley, qui anime le magazine *Mes amies de filles*, diffusé à CKIA, une station de Québec, depuis janvier 2000.

Mes amies de filles garde un projecteur allumé sur la condition féminine. « Quand les groupes masculinistes sont apparus, par exemple, nous avons abordé le sujet. Des victimes de violence conjugale sont aussi venues s'exprimer; dénoncer leur situation les a aidées à se sentir moins seules et à s'en sortir », poursuit Foley, qui tient à donner la parole aux groupes œuvrant auprès des femmes.

La doyenne des émissions de radio féministes québécoises a vu le jour à l'été 1980 sur les ondes de Radio Centre-Ville, une radio communautaire de Montréal. Animée en anglais, *Matrix* adore… le sport ! « Nous voulons mettre en valeur les réalisations des femmes », explique Laura Yaros, l'une de ses artisanes. Ainsi, l'équipe a interviewé Lisa-Marie Breton, capitaine de l'Axion, l'équipe montréalaise de la Ligue nationale de hockey féminin. Elle traite aussi d'art et de musique.

Radio Centre-Ville diffuse également des émissions comme *Pawol Fanm*, animée en créole, ou *Entre elles*, destinée aux Québécoises d'origine chinoise. « Elles ne s'affichent pas vraiment comme féministes », précise Evan Kapetanakis, directeur général de la station, mais leur contenu colle souvent aux valeurs du mouvement.

Depuis l'été dernier, 12 filles dans la vingtaine – féministes, anarchistes et libertaires – animent *Ainsi squattent-elles* à CKIA. « Nous nous réapproprions les ondes pour parler de sujets qui nous touchent », dit une responsable, Joëlle Gauvin-Racine. Par exemple, les mythes sur les menstruations ou la « guérilla jardinière », qui consiste à squatter un espace public pour y faire pousser plantes et légumes !

Les radios étudiantes et communautaires permettent de découvrir des réalités oubliées par les grands médias. « Certaines personnalités médiatiques peuvent aborder des thèmes en lien avec la condition féminine, mais c'est rare », croit Johanne Arseneault, collaboratrice à *Mes amies de filles*.

L'auditoire qui syntonise ces stations se compose surtout de gens éclairés à la recherche d'une solution de rechange à la radio commerciale. Les émissions féministes risquent-elles alors de ne prêcher qu'à un public de converties ? Oui, répond François Demers, professeur en journalisme à l'Université Laval. « En général, les radios communautaires ne sont pas un outil pour rejoindre M. et M^me^ Tout-le-monde. On parle à des gens déjà sensibilisés. »

« Est-ce si grave ? rétorque Anne-Marie Brunelle, ancienne directrice de la revue progressiste *Recto-Verso*. Il me semble que les féministes ont aussi besoin d'apprendre et de pousser leur réflexion. » Ces radios proposent des points de vue différents des autres médias. « En ce sens, leur impact est quotidien. »

GRILLE HORAIRE

Trois-Rivières
Lakshmi, mercredi, 9 h, CFOU 89,1 FM.
www.cfou.ca

Québec
Mes amies de filles, mercredi, 18 h, CKIA 88,3 FM.
www.ckiafm.org

Ainsi squattent-elles, jeudi, 20 h, CKIA 88,3 FM.

Montréal
Matrix, samedi, 10 h 30, CINQ 102,3 FM.
www.radiocentreville.com

Pawol Fanm, samedi, 17 h, CINQ 102,3 FM.

Entre elles, dimanche, 8 h, CINQ 102,3 FM.

par Sophie Doucet

Les délinquantes de Chantal Théry

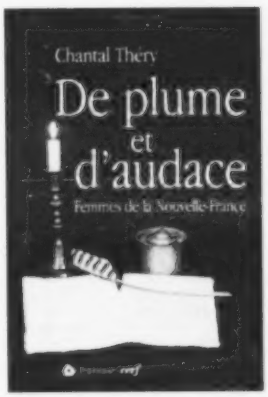
Des religieuses au caractère bien trempé ont laissé des écrits qui nous révèlent des aspects inédits de la vie en Nouvelle-France.

Décidément, rien n'est trop rébarbatif pour la professeure de littérature à l'Université Laval Chantal Théry. Non seulement a-t-elle quitté sa douce Provence pour s'installer au Québec il y a 30 ans, mais elle a troqué, comme objet d'étude, les sulfureux romans de Marguerite Duras contre les écrits poussiéreux de religieuses de la Nouvelle-France.

« Les femmes dans mon livre voyaient des détails auxquels les chroniqueurs masculins ne s'intéressaient pas. »

Entre ces religieuses et la professeure bohème aux longs cheveux argentés, tout a commencé dans un théâtre du Vieux-Québec en 1981. Ce soir-là, le comédien français Marcel Bozonnet se glissait dans la peau de Marie de l'Incarnation, une missionnaire du 17e siècle. Assise dans la salle, Chantal Théry a reçu un électrochoc. « Je ne la connaissais pas du tout. Je l'ai trouvée géniale ! » lance-t-elle.

L'intellectuelle athée et féministe ne s'était jusqu'alors jamais intéressée aux religieuses, qu'elle imaginait doublement soumises – à Dieu et aux hommes. Mais en plongeant dans la correspondance de Marie de l'Incarnation, elle a découvert une femme au front de bœuf, aventureuse et contestataire. « Et d'une telle qualité intellectuelle ! Que j'ai eu honte de mon ignorance et de mes préjugés ! »



L'ursuline Marie Guyart (de l'Incarnation) est une des sept femmes – six religieuses et une laïque – dont les écrits sont analysés dans l'essai de Chantal Théry, *De plume et d'audace*. En 14 chapitres indépendants les uns des autres, l'auteure fait un survol commenté de leurs écrits personnels ou officiels. « Comme femmes, elles voyaient des détails auxquels les chroniqueurs masculins ne s'intéressaient pas », dit-elle.

Et comment ! Dans ses écrits, Marie de l'Incarnation aborde la question du viol. Sur ce point, elle compare les soldats français aux Iroquois. Théry la cite : « *Les Iroquois sont bien barbares, mais assurément, ils ne font pas aux personnes de notre sexe les ignominies qu'on me mande que les Français ont faites. Ceux qui ont habité parmi eux m'ont assurée qu'ils n'usent point de violence, et qu'ils laissent libres celles qui ne leur veulent pas acquiescer.* » « On n'avait jamais lu ça ailleurs ! » s'exclame l'essayiste.

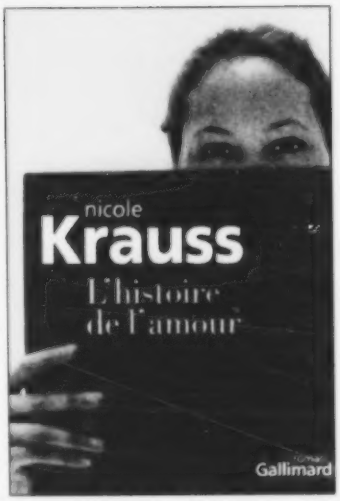
Dans ses lettres à son père, la jeune ursuline Marie-Madeleine Hachard livre un compte rendu vivant et rempli d'humour de sa traversée de l'Atlantique vers La Nouvelle-Orléans. Les récits de voyage au féminin étant une rareté, celui-ci est précieux, dit Chantal Théry. « Franche et naïve, Marie-Madeleine Hachard raconte tout ! Sa peur que le bateau soit pris par des corsaires, le fait que les Jésuites dorment sur le pont avec des paniers à lessive sur la tête », dit-elle.

En plus de nous présenter la Nouvelle-France sous un éclairage inédit, ces écrits commentés nous révèlent des voyageuses fascinantes, des battantes qui savent arriver à leurs fins par l'argumentation. « De belles délinquantes ! résume l'auteure. Marie de l'Incarnation a fait un battage publicitaire incroyable pour que les religieuses la soutiennent dans son projet de mission au Canada. Elle a mis tout le monde de son côté ! C'était une Ségolène ! »

Chantal Théry a effectué un travail de débroussaillage important avec *De plume et d'audace*. Mais il reste beaucoup à faire pour redonner à l'Histoire ces textes de femmes longtemps boudés. À commencer par les publier dans leur intégralité ou, dans certains cas, les rééditer. C'est la tâche à laquelle elle s'attelle pour les prochaines années, tout en continuant d'enseigner la littérature dans une perspective féministe.

Chantal Théry, De plume et d'audace. Femmes de la Nouvelle-France, Triptyque/Cerf, 2006, 264 p.

Pur **amour**



Cette *Histoire de l'amour* est celle d'un jeune Juif que la Deuxième Guerre mondiale sépare de la femme qu'il aime. C'est aussi l'histoire d'un manuscrit arraché à son auteur, publié à son insu et dans une langue qui lui est inconnue. Enfin, c'est l'histoire d'une jeune fille qui, au seuil de l'âge adulte, aspire à l'amour sans savoir comment le reconnaître. Les voix du vieux Léo Gorsky et de la jeune Alma s'entrelacent pour tisser une toile au motif complexe, où tous les fils finissent par se croiser. En nomination pour de nombreux prix, dont le Femina et le Médicis, ce deuxième roman de Nicole Krauss touche par la simplicité désarmante de sa prose et l'amour, l'immense amour que l'écrivaine éprouve pour ses personnages.

Nicole Krauss, *L'histoire de l'amour*, Gallimard, 2006, 368 p.

Un **Québec** aux mille visages

Ne vous fiez pas au titre : *Une histoire du Québec en photos* ne propose pas une, mais plusieurs histoires du Québec. Les détails du décor ou du costume, la façon dont les gens posent, la détresse ou la joie qui se lit sur leurs visages, les affiches politiques ou publicitaires en arrière-plan (qui bannissent les Juifs d'un village ou qui les invitent, en hébreu, à s'enrôler dans l'armée) : tous ces éléments racontent une histoire qui leur est propre. Laissant parler les images, l'historienne Hélène-Andrée Bizier se contente d'en préciser succinctement le contexte. De la ville à la campagne, des grands événements au quotidien le plus banal, de la fin du 19e siècle jusqu'en 2006, l'auteure consacre une attention particulière aux femmes, que l'on voit s'affirmer au même rythme que le Québec.

Hélène-Andrée Bizier, *Une histoire du Québec en photos*, Fides, 2006, 320 p.

Ceci n'est **pas** un métier

Dire que la prostitution est le plus vieux métier du monde, c'est sous-entendre qu'elle a toujours existé, qu'elle est naturelle. Sociologue à l'Université d'Ottawa, Richard Poulin s'élève contre cette idée reçue – et savamment entretenue. La prostitution est une industrie dirigée par et pour des hommes; ses victimes sont principalement des femmes et des enfants. Aucune d'entre elles, insiste l'auteur, n'a choisi librement de vendre son corps ni souhaité une vie marginale et dangereuse. C'est pour cette raison que Poulin s'oppose aussi bien à la criminalisation qu'à la légalisation de la prostitution. Selon lui, il faut tout simplement l'abolir. Foisonnant d'exemples et de chiffres alarmants (au Canada, le taux de mortalité est 40 fois plus élevé chez les prostituées), ce manifeste explore le phénomène sous divers angles, depuis ses effets psychologiques jusqu'à son importance dans l'économie mondiale. Une lecture éclairante.

Richard Poulin, *Abolir la prostitution, manifeste*, Sisyphe, 2006, 128 p.

À signaler

Libre comme un poney sauvage

:: Son sens de l'observation, son coup de crayon faussement brouillon, son humour tendre et cinglant : tout cela a permis à Lisa Mandel de s'imposer dans le monde très masculin de la bande dessinée. Ce nouvel album confirme son talent. (Delcourt, 2006, 200 p.)

L'Ombre d'une photographe, Gerda Taro

:: Née en Allemagne en 1911, morte à 26 ans sous les feux de la guerre civile espagnole, Gerda Taro fut l'une des premières photographes de guerre. François Maspero nous le rappelle afin qu'elle laisse plus qu'une ombre dans l'Histoire. (Seuil, 2006, 137 p.)

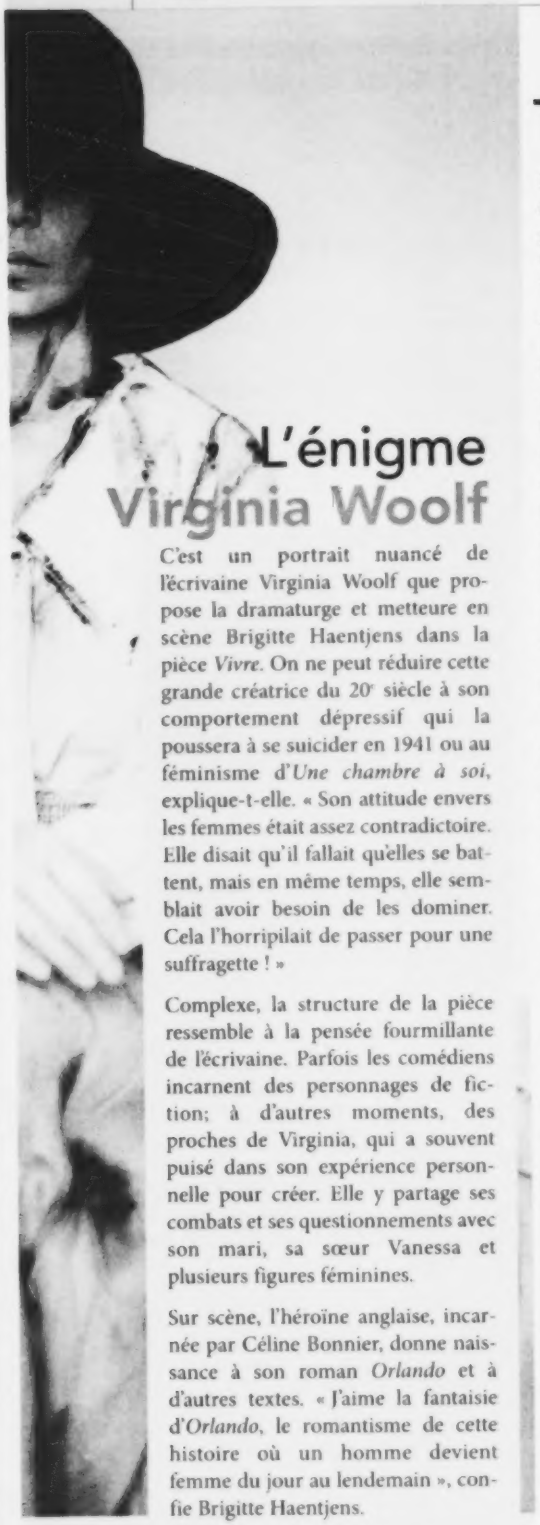
Mondes fragiles, choses frêles

:: L'Hexagone rend hommage à l'une des voix les plus fortes de la poésie québécoise contemporaine en publiant tout l'œuvre poétique d'Hélène Dorion, de 1983 à 2000. Ses vers méditatifs et troubles plongent au cœur de la tempête pour y dénicher l'éclaircie. (L'Hexagone, 2006, 808 p.)

La Deuxième Épouse

:: La deuxième épouse n'est pas toujours celle qu'un homme marie en secondes noces... Dans ce roman-réflexion sur la polygamie, l'écrivaine franco-tunisienne Fawzia Zouari donne la parole à ces femmes qui ne seront jamais que « l'autre » épouse. (Ramsay, 2006, 328 p.)

par Pascale Guéricolas



L'énigme Virginia Woolf

C'est un portrait nuancé de l'écrivaine Virginia Woolf que propose la dramaturge et metteure en scène Brigitte Haentjens dans la pièce *Vivre*. On ne peut réduire cette grande créatrice du 20e siècle à son comportement dépressif qui la poussera à se suicider en 1941 ou au féminisme d'*Une chambre à soi*, explique-t-elle. « Son attitude envers les femmes était assez contradictoire. Elle disait qu'il fallait qu'elles se battent, mais en même temps, elle semblait avoir besoin de les dominer. Cela l'horripilait de passer pour une suffragette ! »

Complexe, la structure de la pièce ressemble à la pensée fourmillante de l'écrivaine. Parfois les comédiens incarnent des personnages de fiction; à d'autres moments, des proches de Virginia, qui a souvent puisé dans son expérience personnelle pour créer. Elle y partage ses combats et ses questionnements avec son mari, sa sœur Vanessa et plusieurs figures féminines.

Sur scène, l'héroïne anglaise, incarnée par Céline Bonnier, donne naissance à son roman *Orlando* et à d'autres textes. « J'aime la fantaisie d'*Orlando*, le romantisme de cette histoire où un homme devient femme du jour au lendemain », confie Brigitte Haentjens.

Vivre, à l'Usine C, à Montréal, du 23 janvier au 10 février. Tél. : 514 521-4493. www.usine-c.com

Trouver sa voix

Longtemps, D. Kimm a souffert de son identité éclatée. Metteure en scène, écrivaine, performeuse, musicienne, poète : personne ne savait dans quelle catégorie la classer. C'est justement cet éclectisme qui lui a permis de fonder le Festival Voix d'Amériques, qui fait la part belle au *spoken word*. Héritée des traditions jazz, soul et blues, mais aussi des auteurs de la Beat Generation tels Kerouac et Burroughs, cette forme de poésie-performance marie mots, musique, mouvements corporels et nouvelles technologies. Même chose pour le *slam*, une joute oratoire entre poètes où le public a son mot à dire. « Apprendre le texte par cœur, le réciter, le performer donnent une grande rigueur au travail. La loi de la scène est implacable. Si ce n'est pas bon, on le sait vite ! » précise la grande prêtresse du *spoken word* à Montréal.

D. Kimm

D. Kimm profitera du Festival Voix d'Amériques pour présenter des extraits de son premier album, réalisé en collaboration avec le musicien Bernard Falaise. Point de départ de son *Silence des hommes* ? L'impossibilité des compagnons des femmes de leur parler au moment exact où elles aimeraient qu'ils le fassent. Dans des textes dits ou chantés, l'artiste s'attaque à ce silence, « cette arme redoutée, ce couteau acéré prêt à te transpercer », en prêtant parfois ses mots à des interprètes tel Michel Faubert.

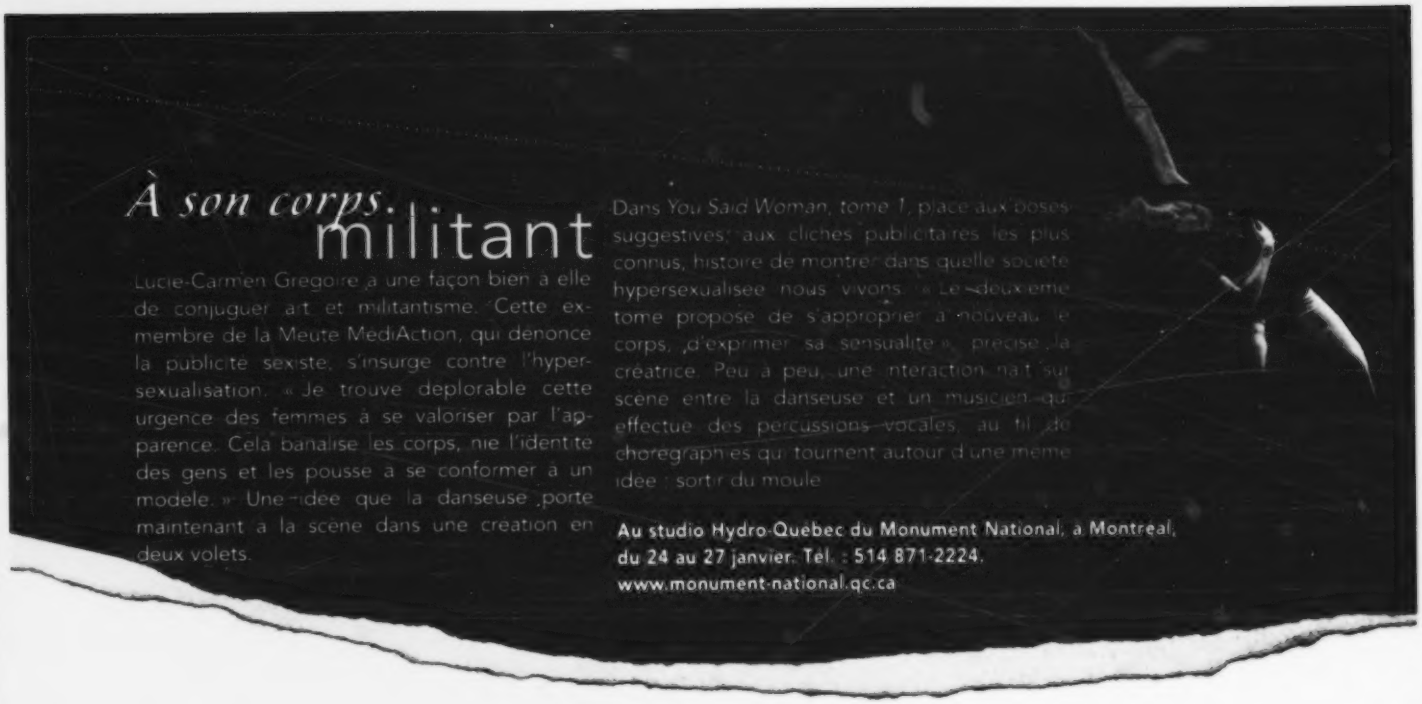
Présidé cette année par Richard Desjardins, le Festival Voix d'Amériques réunit performeurs, poètes, auteurs, musiciens de jazz, de musique électronique et actuelle. Il offre aussi l'occasion à des créatrices exubérantes d'oser des rapprochements inusités lors de la soirée *Body and Soul*. Au programme notamment : les Moquettes Coquettes, les Fermières obsédées, Mara Tremblay.

Festival Voix d'Amériques, en divers endroits de Montréal, du 2 au 9 février. Tél. : 514 284-0122. www.fva.ca

Rumeur incendiaire

Montréal, 10 avril 1734. La maison de Mme de Couagne s'embrase, suivie d'une quarantaine d'autres demeures et de l'Hôtel-Dieu. Des centaines de personnes se retrouvent sur le pavé. Les cendres de l'incendie à peine refroidies, la rumeur court. L'esclave noire Angélique aurait allumé le feu pour se venger de sa maîtresse qui menaçait de la vendre. Après un procès rapide, elle sera pendue et sa dépouille, brûlée.

Presque trois siècles après ces tragiques événements, le Centre d'histoire de



À son corps. militant

Lucie-Carmen Gregoire a une façon bien à elle de conjuguer art et militantisme. Cette ex-membre de la Meute MediAction, qui dénonce la publicité sexiste, s'insurge contre l'hypersexualisation. « Je trouve déplorable cette urgence des femmes à se valoriser par l'apparence. Cela banalise les corps, nie l'identité des gens et les pousse à se conformer à un modèle. » Une idée que la danseuse porte maintenant à la scène dans une création en deux volets.

Dans *You Said Woman, tome 1*, place aux poses suggestives, aux clichés publicitaires les plus connus, histoire de montrer dans quelle société hypersexualisée nous vivons. « Le deuxième tome propose de s'approprier à nouveau le corps, d'exprimer sa sensualité », précise la créatrice. Peu à peu, une interaction naît sur scène entre la danseuse et un musicien qui effectue des percussions vocales, au fil de chorégraphies qui tournent autour d'une même idée : sortir du moule.

Au studio Hydro-Québec du Monument National, à Montréal, du 24 au 27 janvier. Tél. : 514 871-2224. www.monument-national.qc.ca

Paroles de recluses

Établie à Montréal depuis une quinzaine d'années, Nadia Zouaoui a élevé seule ses deux enfants après avoir divorcé. Elle se pensait une femme libérée jusqu'à ce qu'elle retourne dans son village natal de Kabylie, en Algérie, pour filmer la réalité de ses compatriotes féminines. « Cela m'a pris beaucoup de courage pour marcher seule dans les rues de Tazmalt. Comme femme, je me sentais jugée tout le temps, je n'étais plus une citoyenne à part entière », confie la journaliste qui coréalise *Le voyage de Nadia* avec Carmen Garcia.

Produit par l'Office national du film, son documentaire a récemment reçu le prix Caméra au poing, décerné par Droits et Démocratie et l'hebdomadaire *Courrier international*. Il témoigne de la vie de villageoises recluses dans leur demeure familiale au nom de la tradition. Elle-même mariée à 19 ans par son père à un Canadien qu'elle ne connaissait pas, Nadia a vécu cet enfermement domestique qu'elle qualifie de voile intérieur. Dans son film au ton très personnel, des vieilles femmes, des quadragénaires, des adolescentes lui racontent qu'elles ne peuvent franchir le seuil de la maison sans une présence masculine. Elles disent aussi les mariages arrangés, les divorces impossibles, leur révolte contre un mari ayant choisi une seconde épouse.

Les mentalités évoluent quand même. Une femme vétérinaire exerce maintenant dans la région, les universités accueillent beaucoup de filles. Mais les rues restent hostiles à la présence féminine. « Je ne veux pas généraliser la situation des femmes de mon village à celle de l'ensemble des Algériennes, mais donner la parole à celles qui ne l'ont jamais, nuance Nadia Zouaoui. Et aussi faire comprendre aux hommes ce que nous pouvons ressentir lorsqu'ils referment la porte et nous laissent à la maison. »

Horaire de diffusion disponible sur www.onf.ca

Montréal invite le public à reprendre l'enquête par le biais d'une exposition interactive, où les magnifiques toiles de Marie-Denise Douyon jouent le rôle de machines à remonter le temps. Une grande fresque présente la vingtaine de protagonistes impliqués dans l'histoire. Des personnages inspirés par des portraits et des costumes d'époque, baignant dans les couleurs chaudes caractéristiques de la palette de l'artiste. Cette dernière a donné un visage fier et volontaire à l'esclave Angélique. « Je ne la crois pas coupable; c'était plutôt un bouc émissaire. » La peintre originaire d'Haïti, première république noire à avoir aboli l'esclavage en 1834, trouvait normal de tendre une main à cette femme combative que l'histoire a longtemps oubliée.

Qui a mis le feu à Montréal ?
au Centre d'histoire de Montréal, jusqu'au 25 mars. Tél. : 514 872-3207. www.ville.montreal.qc.ca/chm

Portrait d'Angélique, Marie-Denise Douyon, 2006.

Centre d'histoire de Montréal

À son corps. militant

Lucie-Carmen Gregoire a une façon bien à elle de conjuguer art et militantisme. Cette ex-membre de la Meute MédiAction, qui dénonce la publicité sexiste, s'insurge contre l'hypersexualisation. « Je trouve déplorable cette urgence des femmes à se valoriser par l'apparence. Cela banalise les corps, nie l'identité des gens et les pousse à se conformer à un modèle. » Une idée que la danseuse porte maintenant à la scène dans une création en deux volets.

Dans *You Said Woman, tome 1*, place aux poses suggestives, aux clichés publicitaires les plus connus, histoire de montrer dans quelle société hypersexualisée nous vivons. « Le deuxième tome propose de s'approprier à nouveau le corps, d'exprimer sa sensualité », précise la créatrice. Peu à peu, une interaction naît sur scène entre la danseuse et un musicien qui effectue des percussions vocales, au fil de chorégraphies qui tournent autour d'une même idée : sortir du moule.

Au studio Hydro-Québec du Monument National, à Montréal, du 24 au 27 janvier. Tél. : 514 871-2224. www.monument-national.qc.ca

Paroles de recluses

Établie à Montréal depuis une quinzaine d'années, Nadia Zouaoui a élevé seule ses deux enfants après avoir divorcé. Elle se pensait une femme libérée jusqu'à ce qu'elle retourne dans son village natal de Kabylie, en Algérie, pour filmer la réalité de ses compatriotes féminines. « Cela m'a pris beaucoup de courage pour marcher seule dans les rues de Tazmalt. Comme femme, je me sentais jugée tout le temps, je n'étais plus une citoyenne à part entière », confie la journaliste qui coréalise *Le voyage de Nadia* avec Carmen Garcia.

Produit par l'Office national du film, son documentaire a récemment reçu le prix Caméra au poing, décerné par Droits et Démocratie et l'hebdomadaire *Courrier international*. Il témoigne de la vie de villageoises recluses dans leur demeure familiale au nom de la tradition. Elle-même mariée à 19 ans par son père à un Canadien qu'elle ne connaissait pas, Nadia a vécu cet enfermement domestique qu'elle qualifie de voile intérieur. Dans son film au ton très personnel, des vieilles femmes, des quadragénaires, des adolescentes lui racontent qu'elles ne peuvent franchir le seuil de la maison sans une présence masculine. Elles disent aussi les mariages arrangés, les divorces impossibles, leur révolte contre un mari ayant choisi une seconde épouse.

Les mentalités évoluent quand même. Une femme vétérinaire exerce maintenant dans la région, les universités accueillent beaucoup de filles. Mais les rues restent hostiles à la présence féminine. « Je ne veux pas généraliser la situation des femmes de mon village à celle de l'ensemble des Algériennes, mais donner la parole à celles qui ne l'ont jamais, nuance Nadia Zouaoui. Et aussi faire comprendre aux hommes ce que nous pouvons ressentir lorsqu'ils referment la porte et nous laissent à la maison. »

Horaire de diffusion disponible sur www.onf.ca

Montréal invite le public à reprendre l'enquête par le biais d'une exposition interactive, où les magnifiques toiles de Marie-Denise Douyon jouent le rôle de machines à remonter le temps. Une grande fresque présente la vingtaine de protagonistes impliqués dans l'histoire. Des personnages inspirés par des portraits et des costumes d'époque, baignant dans les couleurs chaudes caractéristiques de la palette de l'artiste. Cette dernière a donné un visage fier et volontaire à l'esclave Angélique. « Je ne la crois pas coupable; c'était plutôt un bouc émissaire. » La peintre originaire d'Haïti, première république noire à avoir aboli l'esclavage en 1834, trouvait normal de tendre une main à cette femme combative que l'histoire a longtemps oubliée.

Qui a mis le feu à Montréal ?
au Centre d'histoire de Montréal, jusqu'au 25 mars. Tél. : 514 872-3207. www.ville.montreal.qc.ca/chm

Portrait d'Angélique, Marie-Denise Douyon, 2006.

Centre d'histoire de Montréal

Le Salon des Générations

DE TOUT
POUR LES
BOOMERS
ET LEUR
FAMILLE
SOUS UN
MÊME TOIT !

1 000 exposants

150 spectacles

300 conférences

ENTRÉE GRATUITE

8 villes

- **GATINEAU**
  Hilton Lac-Leamy
  23 au 25 février 2007
- **MONTRÉAL**
  Stade olympique
  16 au 18 mars 2007
- **SHERBROOKE**
  Expo-Sherbrooke
  13 au 15 avril 2007
- **SAGUENAY**
  Pavillon sportif UQAC
  4 au 6 mai 2007
- **QUÉBEC**
  Centre de foires
  18 au 20 mai 2007

NOUVEAU EN 2007

- **RIMOUSKI**
  Club de tennis
  1er au 3 juin 2007
- **LAVAL**
  Centre Forzani
  19 au 21 octobre 2007
- **TROIS-RIVIÈRES**
  Expo Trois-Rivières
  16 au 18 novembre 2007

Allons-y ensemble!

mieux-pour-vous.com

Lobe Santé auditive

Bébé

www.salongeneration.ca